

rouge

quotidien communiste révolutionnaire

Cambodge : un nouveau gouvernement bientôt mis en place



Photo transmise de source vietnamienne : de jeunes insurgées du FUNSK.

LE prince Norodom Sihanouk et la délégation gouvernementale khmère ont quitté Pékin pour New York où l'ancien chef d'Etat du Cambodge s'adressera au Conseil de sécurité des Nations unies. Il s'adressera à l'ONU en tant que représentant du gouvernement khmer rouge de Pol Pot. On s'attend à ce que les nouvelles autorités de Phnom Penh demandent elles aussi à être entendues par le Conseil de

sécurité lorsque celui-ci examinera la plainte contre le Vietnam déposée la semaine dernière par le régime Pol Pot.

Etant donné que le nouveau régime n'a pas encore été reconnu à l'ONU, un représentant de ce régime devra solliciter un visa d'entrée aux Etats-Unis auprès du gouvernement américain. A Phnom Penh, après l'annonce de la création d'un Conseil révolutionnaire du peuple du Kampuchéa présidé par Heng Samrin

(déjà président du Front uni pour le salut national du Kampuchéa), on s'attend à ce qu'un nouveau gouvernement soit mis en place. Heng Samrin devrait, selon plusieurs sources, être proclamé chef de ce gouvernement qui va choisir un nouvel emblème. En outre, un représentant du FUNSK devrait tenir dans les locaux de l'ancienne ambassade du Cambodge à Hanoi remis à neuf, une conférence de presse.

Lire page 3

nous avons besoin de 1 600 000 F le 31 décembre

il nous manque encore 400 000 F

nous avons dû repousser de nombreuses échéances au 15 janvier

adressez nous sans délai vos dons et vos prêts

souscription noitpirsuos souscription

Geneviève Rennes	200,00	P. M. Drancy	100,00	Evelyne copine d'Alex	12,80
Rava Renne segi viviendo	200,00	C. S. Villejuif	100,00	Jacqueline copine des 2 derniers	10,00
M. B. Le Pacq	60,00	A. G. Vanves	400,00	Michelle militante Rennes	50,00
M. H. Saint-Julien-Concelles	50,00	C. B. Paris XIII*	100,00	Eric militant Rennes	100,00
C. A. Dreux	100,00	C. L. Bordeaux	100,00	Rennes erreur dans l'addition de la famille	100,00
J. V. Charleville-Mézières	25,00	M. N. Bordeaux	100,00	F. D. Lyon	50,00
Réveillon rouge LCR Millau	400,00	O. D. Villeneuve-les-Avignons	50,00	T. D. Lisieux	100,00
I. B. Le Havre	50,00	P. R. Paris XIX*	500,00	LCR Montargis... et bonne année	50,00
La LCR ne deviendra pas l'OCI	100,00	R. L. Beauvais	200,00	R. P. Pau	250,00
H. T. Coulaines	100,00	M. C. Pourrain	200,00	Montargis fruit de la vente sur le marché	50,00
Christian CERES La Chrysalide Istres	20,00	Jean-Paul sympathisant ouvrier	100,00	P. L. Le Havre	100,00
Christian et Sylvie CFDT La Chrysalide Istres	100,00	Nadine militante CGT	150,00	G. B. Le Havre	200,00
Remy LCR Martigues	50,00	V. B. Besançon	80,00	Collecte réveillon à Goderville	33,00
Y.C. sympathisant homosexuel CHA XVIII*	200,00	D. B. Gennevilliers	100,00	Militant CFDT Caisse d'épargne de Paris, pour un « Rouge » ouvert et quotidien	200,00
Martigues unitaire contre le racisme	50,00	Economie de 52 tiercés et de 52 lotos	364,00	Jérémie et sa grand-mère	200,00
Copain Vigne-aux-Bois	50,00	Travailleur CGT Chapelle-Darblay	500,00	M. D. Militante Orléans	50,00
Copine Charleville	10,00	Sympathisant EDF Valenciennes	50,00	LCR Poitiers	500,00
A. G. Marseille « Non au rapprochement LCR/OCI »	20,00	Françoise Dijon retour d'impôt	200,00	P. M. Montbéliard	100,00
Gilbert GT Renault Bureaux	200,00	Jeanne Autun	20,00	X. R. Aix-en-Provence	200,00
Lectrice fidèle et qui veut le rester à l'avenir	100,00	Mère et père de militant	100,00	F. P. Rouen	300,00
Pour que « Rouge » ne ressemble jamais à « IO » école normale d'Aix-en-Provence	200,00	Nicolas, frère de militant	10,90		
Pour « Rouge » quotidien le plus possible	150,00	Vladimir (11 ans) frère de militant qui a déjà bien du mal à payer sa guitare électrique et qui sacrifie pourtant sa collection de pièces de centimes	3,25		
Marie-France Le Havre	100,00	Dédé oncle de militant	8,00	TOTAL DU JOUR	9 202
L. B. Marseille	70,00	Olivier copain de Nicolas	3,60	ANCIEN TOTAL	1 193 755
Gérard Reims	200,00	Alexandre, frère de militant, après une violente bagarre avec ce dernier	1,10	NOUVEAU TOTAL	1 202 957
L. B. Cachan	100,00				
Jacques. V. Paris	100,00				

bimensuel
n° 40 • 14/12/78
5F • 35Fb • 3Fs •

INPRECOR

INTERCONTINENTAL PRESS

35-Std- Woche ist das Ziel	RFA: les sidérurgistes pour les 35 heures
----------------------------------	-------------------------------------------------

Rédaction-administration :
2 rue Richard-Lenoir
93108 Montreuil
Tél : 808.00.80 à 84
Télex PRENO A 211.628 F
Edité par la SPN
(Société de presse nouvelle)
Directeur de la publication :
Alain Bobbio
Numéro de la commission
paritaire :
46.722
Imprimé par Rotographie
à Montreuil

contact
avec la LCR

Nom
Prénom
adresse

10, impasse Guéméné
75 004, Paris



CAHIERS
OCCITANIE
ROUGE



BI-MESTRIEL - NOUVELLE SERIE

N° 18 - DECEMBRE 78-10 F



DOSSIER EUROPE :
UN DEBAT OUVERT...

Cahiers de la Touze

N° 27
JAN 78-6F



Vietnam-Cambodge

les troupes vietnamiennes doivent quitter le Cambodge

aucun soutien à la dictature bureaucratique de Pol Pot

IL est particulièrement significatif que, devant la chute imminente de Phnom Penh, les Chinois aient choisi d'évacuer et d'accueillir à Pékin le prince Sihanouk plutôt que le ministre des Affaires étrangères en fonction, Ieng Sari.

Pékin à la carte Sihanouk

La réapparition à Pékin du prince, séquestré pendant trois ans, offre aux dirigeants

chinois une commode porte de sortie à la veille du voyage de Deng Xiaoping à Washington. Pol Pot retourné au silence des maquis, Pékin dispose ainsi d'une figure moins compromettante pour représenter dans le jus diplomatique international l'image d'un Cambodge légitime victime d'une agression étrangère. Sihanouk peut ainsi servir de trait d'union et de commune carte de réserve à Pékin et à Washington pour entretenir la carte d'un régime de rechange qui restera brandi comme

les onze points du FUNSK

Le 3 décembre dernier, prétendant opérer « quelque part dans les zones libérées », le FUNSK a rendu public un premier programme en 11 points :

1) Renverser la clique de Pol Pot-Ieng Sari; dissoudre l'actuelle Assemblée populaire et procéder à de nouvelles élections; mettre en œuvre une nouvelle Constitution;

2) Construire des organisations révolutionnaires de masse pour aider la population à percer à jour la nature antinationale et antipopulaire du régime Pol Pot;

3) Construire et développer l'armée révolutionnaire cambodgienne pour écraser l'administration Pol Pot et défendre le pouvoir révolutionnaire;

4) Permettre au peuple de retourner dans ses régions d'origine et d'y fonder une vie de famille; établir la liberté de résidence, de mouvement et d'association et de religion;

5) Mettre en œuvre une politique économique indépendante allant vers un socialisme authentique; abolir le système du « manger et travailler ensemble »; encourager l'aide mutuelle volontaire et la coopération entre les paysans; établir des banques et des crédits et restaurer la circulation des biens; établir la journée de huit heures avec un salaire fonction du travail;

5) Abolir les mariages forcés et encourager le libre choix dans le mariage, restaurer une vie heureuse pour chaque famille; prendre soin des invalides de guerre, des familles de victimes de guerre et des orphelins; adopter une politique correcte envers

les résidents étrangers au Cambodge;

6) Abolir la culture réactionnaire du régime Pol Pot et bâtir une culture nouvelle de caractère national et populaire; protéger et entretenir les reliques historiques;

7) Créer des conditions favorables pour que les officiers, soldats et fonctionnaires de l'actuel régime puissent rallier le peuple; punir impitoyablement (« die-hard ») les dirigeants réactionnaires qui ont commis des crimes sanglants contre le peuple; aider les autres à redevenir des gens décents et utiles à la société;

8) Mener une politique étrangère de paix, amitié et non-alignement envers tous les pays sans distinction sur la base de leur régime politique et social;

9) Apaiser les querelles avec les pays voisins par la négociation et mettre fin à la guerre frontalière avec le Vietnam provoquée par Pol Pot; contribuer à construire le Sud-Est asiatique comme une région de paix, d'indépendance, de liberté, de neutralité, de stabilité et de prospérité;

10) Le Cambodge ne se joindra à aucune alliance militaire et n'autorisera aucune base militaire étrangère ni aucun équipement militaire étranger à l'intérieur du Cambodge;

11) Renforcer la solidarité avec toutes les forces révolutionnaires et progressistes dans le monde et soutenir toutes les nations pour faire la paix, l'indépendance nationale, la démocratie et le progrès social contre l'impérialisme, le colonialisme et le néo-colonialisme.



une menace négociable face à Moscou et à Hanoi. En ce sens les propos de Sihanouk, approuvant la politique étrangère du régime Pol Pot en même temps qu'ils condamnaient l'absence de libertés démocratiques intérieures, ne sont pas tellement contradictoires: ils correspondent exactement à la double nécessité de préserver une alternative sur le terrain et de lui donner une représentation internationale présentable à l'ONU...

Il n'est donc pas étonnant que l'agence Chine nouvelle ait présenté dans ses comptes rendus Sihanouk comme le « chef de la délégation gouvernementale du Kampuchea démocratique ».

Dès le 15 décembre, cette manœuvre était envisageable. Le correspondant de la Far Eastern Economic Review, Nayan Chanda, évoquait alors les pressions des dirigeants chinois sur le gouvernement Pol Pot pour préparer l'évacuation de Phnom Penh difficilement défendable et le retour au maquis, en même temps que leur requête de laisser sortir Sihanouk du pays. Cette retraite organisée permettrait aux dirigeants chinois de faire d'une pierre plusieurs coups:

— se débarrasser du soutien direct difficilement assumable du régime Pol Pot, surtout dans un contexte de normalisation des relations diplomatiques avec les USA;

— faire apparaître les Vietnamiens et, derrière eux, l'URSS, en position d'agresseurs au Cambodge;

— engluier les Vietnamiens dans une présence au Cambodge susceptible de provoquer une résistance de longue haleine, aussi bien de la part de Pol Pot que de secteurs nationalistes traditionnels que l'intervention vietnamienne ne manquera pas d'exaspérer.

Un mois après son apparition, le FUNSK au pouvoir...

On voit toujours mal en revanche quel intérêt immédiat la direction vietnamienne peut tirer de son intervention, sinon à courte vue. Certes, la politique chinoise fait tout pour accroître son isolement en Asie. Mais il ne serait pas sérieux de présenter le régime Pol Pot comme ayant constitué une menace militaire réelle face à l'une des plus puissantes armées de la région. De sorte que l'intervention directe apparaît plus comme une aventure bureaucratique, permettant au mieux de différer des contradictions propres au régime vietnamien par une mobilisation chauvine couvrant une militarisation renforcée de la société, mais en aucun cas de résoudre les problèmes économiques et politiques auxquels il est confronté.

En outre, à moins d'assumer une présence directe au Cambodge, qui ne ferait que justifier la campagne entreprise par l'impérialisme et la direction chinoise, les dirigeants vietnamiens devront s'effacer devant un gouvernement proprement cambodgien

capable de prétendre à quelque légitimité démocratique. Il est difficilement concevable que le FUNSK sorti de l'ombre un mois à peine avant son accession au pouvoir jouisse d'une implantation profonde lui permettant de prétendre à une telle représentativité.

Aussi, risque-t-on de voir renaître une politique de main tendue, au nom du « salut national », cherchant des alliés à tout prix, quitte à remettre en selle des composantes de troisième force et des secteurs réactionnaires de l'opposition anti-communiste à Pol Pot.

Il est trop tôt pour en juger. Le seul élément que nous ayons pour l'instant résidé dans le programme en onze points du FUNSK (voir ci-contre) qui concilie le maintien des acquis de la socialisation et la restauration des libertés démocratiques.

Retrait des troupes vietnamiennes et défense de l'Etat ouvrier vietnamien !

Il n'est guère contestable que le gouvernement de Pol Pot ait pris l'initiative de l'escalade en annonçant ouvertement, le 31 décembre 1977, la rupture des rapports avec Hanoi, quelques jours après la visite de Pol Pot à Pékin et celle de la veuve de Zou Enlai à Phnom Penh. Il n'est guère contestable, non plus, que la direction cambodgienne ait

pris une lourde responsabilité en repoussant, en février 1978, l'offre publique et inhabituelle de Hanoi d'une solution négociée au conflit frontalier, « sous une forme appropriée de garantie et de surveillance internationale ».

La déclaration adoptée le 16 janvier 1978 par le secrétariat unifié de la IV^e Internationale se concluait en ces termes: « Il est encore impossible de porter un jugement définitif sur les responsabilités directes qui incombent aux diverses parties en cause dans la dégradation du différend frontalier entre le Vietnam et le Cambodge. Le monopole total exercé sur l'information par chacun de ces régimes et leur pratique systématique de la diplomatie secrète constituent évidemment un obstacle de taille dans cette voie. Mais ceux qui ont pris, hier, et prendraient, demain, l'initiative de l'usage des armes devront en porter toute la responsabilité devant les masses indochinoises et le mouvement ouvrier mondial. Il est criminel d'engager les populations vietnamiennes et cambodgiennes dans des affrontements sanglants au nom d'un différend frontalier et le tout au nom du socialisme.

« L'usage des armes doit être banni du règlement d'un tel problème. La question frontalière doit être réglée par la voie d'une négociation ouverte et de manière publique. »

Aujourd'hui, sans apporter le moindre soutien à la dictature bureaucratique de Pol Pot, dont l'effondrement rapide atteste l'isolement social, nous dénonçons, malgré les dénégations vietnamiennes, l'intervention militaire de Hanoi et nous exigeons le retrait immédiat de ses troupes du Cambodge.

Il ne s'agit pas pour autant, de faire chorus avec les « démocrates » hypocrites à la Giscard et à la Carter qui n'ont pas hésité à intervenir militairement où bon leur semblait, en Indochine comme en Afrique et à soutenir les dictatures les plus sanglantes, à commencer par celle du shah d'Iran. Si l'Etat ouvrier vietnamien est menacé demain, ce qui n'est pas exclu, d'une nouvelle agression impérialiste, comme d'une intervention militaire chinoise, nous serons de toutes nos forces mobilisés pour la défense des conquêtes de la révolution vietnamienne, confirmées et étendues au printemps dernier, par l'unification monétaire du Nord et du Sud, par la suppression au Sud du commerce capitaliste et la fermeture de 30 000 entreprises privées de ce type, par l'extension de la planification économique au détriment de la concurrence et des lois du marché.

Daniel Bensaïd

la fidélité de l'armée au shah, enjeu de la bataille politique

QUE se passe-t-il dans l'armée iranienne ? S'il est difficile de cerner réellement ce qui est la part de la rumeur et celle de la réalité, plusieurs faits, convergents, montrent que l'expérience du gouverne-

ment Bakhtiar est aujourd'hui presque autant dépendante de la réaction des militaires et de l'aile la plus dure de l'armée que du mouvement populaire qui conspu « Bakhtiar, le chien du shah ».

La mise à la retraite et le départ pour les Etats-Unis du général Oveissi, considéré comme le représentant de l'aile la plus dure de l'armée et qui était chargé de l'application de la loi martiale à Téhéran depuis le massacre du vendredi noir du 8 septembre dernier, et qui était opposé à la nomination du général Bakhtiar, n'a pas suffi à résorber les résistances au sein de l'armée.

Au point que le général Robert Huysser, commandant adjoint des forces armées américaines en Europe, a décidé de prolonger son séjour en Iran pour « encourager l'armée iranienne à apporter son soutien au gouvernement de M. Chapour Bakhtiar ». C'est ce qu'a déclaré lundi à Washington Hodding Carter, le porte-parole du Département d'Etat.

Un général US pour « convaincre » l'armée iranienne

La mission du général parti pour Téhéran jeudi dernier

s'inscrit dans les efforts que déploie l'administration Carter pour apporter son soutien au nouveau gouvernement. Le général Huyser devait à l'origine repartir dès samedi pour l'Arabie Saoudite. L'ambassadeur des Etats-Unis à Téhéran, William Sullivan, aurait déclaré à son gouvernement que le nouveau Premier ministre constituait la dernière chance d'une solution constitutionnelle à la crise.

On souligne au Département d'Etat que le général Huyser n'a pas abordé avec ses interlocuteurs la question d'un éventuel retrait des armements américains présents dans le pays.

La prolongation du séjour du général Huyser est sans doute directement liée à la crise qui a surgi entre le shah et le ministre de la Défense pressenti par Chapour Bakhtiar.

Les prérogatives militaires du shah

Le général Freydoum Djam,

qui avait accepté samedi le portefeuille de la Défense dans le nouveau gouvernement, est finalement revenu lundi sur sa décision. Le général Djam, qui était rentré de Londres pour aider Bakhtiar à prendre le contrôle de l'armée, aurait estimé que les commandants en chef des trois armes devaient désormais être placés sous sa responsabilité directe ou sous celle du Premier ministre et non plus sous celle du souverain.

Le shah refuse ce point de vue et entendrait conserver comme par le passé ses traditionnelles attributions de commandant en chef des forces armées.

Si ces rumeurs devaient se confirmer elle montreraient que l'attitude du souverain iranien est en contradiction avec les déclarations du Premier ministre selon lesquelles il avait obtenu du shah de pouvoir « gouverner seul ».

Elle remettrait également en question la perspective, annoncée samedi par le shah, que celui-ci prenne des « vacances » à l'étranger et

que soit créé un Conseil de régence.

Il est certain aujourd'hui que les secteurs les plus durs de l'armée multiplient les pressions pour empêcher le shah de partir. Selon les journalistes du « Figaro » qui l'a rencontré, le général Khosridad lui aurait affirmé, avant d'avoir une audience avec le shah : « Il n'est pas question que Sa Majesté s'en aille en ce moment, même en vacances. Car s'il part, ce sont les communistes qui s'emparent du pays et ça, l'armée ne l'acceptera jamais. D'ailleurs l'armée n'acceptera pas non plus un régime dirigé par Chapour Bakhtiar ou tout autre personnalité du Front national. L'armée veut le shah. Dans l'intérêt du pays.

Et si Bakhtiar n'empêche pas Sa Majesté de partir il creusera lui-même sa tombe ».

En attendant les militaires prennent toutes leurs précautions. Selon une information émanant de « sources sûres » citée par « le Monde », le général Badrehi, commandant en chef de la garde impériale, et trois de ses adjoints, les généraux Rahimi, Nachat et Amin Afshar auraient mis sur pied un état-major secret destiné à faire face à toute éventualité. Ils auraient établi une « liste de responsables de l'opposition destinés à être liquidés à la première occasion ».



Khomeiny à dit...

On voit aujourd'hui, alors que se profile le départ en vacances du shah, ce que recouvriraient certains silences de l'aile radicale de la hiérarchie chiite sur l'armée. Si depuis le début Khomeiny et ses partisans ont appelé l'armée à s'engager en bloc aux côtés du soulèvement populaire, ils n'ont jamais dit ce qu'il conviendrait de faire de ce pilier du régime une fois obtenu le départ du shah.

Les déclarations faites lundi par l'ayatollah Khomeiny expliquant « nous avons besoin de l'armée. Nous respecterons l'armée et les généraux dont le comportement est marqué par le sens de la justice » lèvent toute équivoque. A Téhéran, c'est l'ayatollah Taleghani qui a publié un communiqué pour tenter de « rassurer les militaires ». En effet depuis plusieurs jours une liste comportant les noms et adresses de plus d'un milliers de tortionnaires de la Savak circulent à Téhéran. Taleghani, dirigeant du Front national et proche de Khomeiny a dénoncé le procédé en expliquant « que nul n'avait le droit de faire justice lui-même ».

scène de la grande journée de deuil de lundi

Sur deux ou trois kilomètres, une colonne de poussière s'élève : une foule immense d'hommes et de femmes en noir et d'enfants en procession arrive lundi à pied au cimetière de Behchte Zahra

Tous ont abandonné sur l'autoroute leur automobile, leur camion ou leur autobus pour couper à travers champs. Ils chantent « Dieu est unique », « Dieu jusqu'à notre victoire », « Vive Khomeiny », « Mort au shah »

Les poulets empoisonnés

Dans le cimetière, parmi les innombrables tombes plates tournées vers la Mecque, une centaine de milliers de personnes crient en avançant dans les allées et en portant des banderoles à la gloire d'Allah. Autour de la morgue les manifestants veulent à tout prix entraîner les journalistes vers une cabine téléphonique, mais la foule est si compacte qu'il

est impossible de s'en approcher. Les manifestants disent : « C'est là-dedans que nous avons mis les tripes d'un policier de la Savak tué. » Aucun journaliste ne pourra vérifier. C'est une des rumeurs qui circulent à la vitesse de l'éclair dans ce cimetière.

Un peu plus loin, sous une sorte de hangar, un orateur crie : « Un avion entier de poulets a été importé des Etats-Unis, n'en mangez pas, ils ont été empoisonnés. » Ailleurs, un veillard porte dans ses bras un linceul blanc dont la forme laisse deviner le corps d'un enfant. Le vieillard pleure. La foule scande « Mort au shah. »

Mollahs anticommunistes contre syndicats marxistes

Ailleurs, sur un vaste terrain, des mollahs vêtus de

leurs habits religieux sont emmenés par des hommes qui les portent sur leur dos. Ils crient : « Mort au shah », « Mort au communisme ». La foule s'agenouille. Les mollahs s'en prennent au communisme parce qu'ils sont mécontents de la présence parmi les manifestants de Mudjahidins (combattants du mouvement de guérilla) qui distribuent des tracts ainsi que de celle de représentants de syndicats marxistes.

Les mémoires de Maurice Thorez

A 1000 mètres, un homme fait passer une bande magnétique dans un appareil portable. C'est un discours du shah à ses généraux dans lequel il explique que son armée est faite pour tuer. Cet homme vend la bande ainsi que des livres interdits jusque-là en Iran, dont les mémoires de Maurice Thorez ancien secré-

taire général du PCF.

Lundi matin, un autre cortège de 20 000 personnes parcourait une grande avenue de Téhéran. Devant, des enfants qui se tiennent la main comme s'ils étaient en service d'ordre. Les hommes derrière portent des banderoles à la gloire d'Allah et de Khomeiny derrière encore, des femmes par milliers, le visage recouvert du tchador noir, portant souvent dans leurs bras leur nourisson. L'armée est là prête semble-t-il à tirer.

Un journaliste demande à l'une de ces femmes si elle n'a pas peur pour la vie de son enfant : « Je donne mon enfant à Dieu. S'il meurt, il ira à Dieu », répond-t-elle. Un peu plus loin un homme hisse sur le mur d'une banque une banderole : « Femme ton voile noir est le symbole de la lutte du peuple musulman. »

Un mollah parle avec l'armée qui barre le passage et refuse de laisser le cortège

s'approcher du Parlement. Le mollah fera se disperser la foule pour éviter les incidents.

Auparavant il donne des œillots rouges aux journalistes français présents. « Nous remercions la France de garder Khomeiny. »

Parmi les manifestants les rumeurs les plus folles continuent à courir. L'un d'eux explique : « Dans l'appartement d'un général de la Savak on a découvert deux kilos d'ongles arrachés à des prisonniers avec lesquels ils ont fait un tableau en forme de croissant. » Un autre ajoute : « On a aussi découvert un pied découpé dans sa chaussure. »

On a manifesté, ce lundi de deuil, dans 25 villes d'Iran l'agence officielle Pars annonçait 750 000 manifestants à Machad, 15 000 à Semkan, 103 000 à Hamadan.

Pierre-André Jouve (AFP)

les travaux
du Tribunal
Russel :

5 millions
de
fiches

La cinquième et dernière journée du III^e Tribunal Russell sur les droits de l'homme en RFA a été consacrée aux pratiques illégales des renseignements généraux (« services de protection de la Constitution »). Les témoignages ont mis l'accent sur la bêtise, le manque d'instruction politique et la paranoïa des quelque 6 000 fonctionnaires et mouchards de la police secrète.

La conséquence immédiate en est que les ordinateurs sophistiqués de ces services sont bourrés d'informations fausses, ce qui accroît encore l'arbitraire qui règne déjà dans la persécution des idées progressistes en RFA. Le plus inquiétant, c'est la coordination et la collaboration de plus en plus perfectionnée des différentes polices politiques (BND-espionnage, contre-espionnage, BKA-police judiciaire fédérale, MAD-services de protection de l'armée). Un ordinateur géant est en train d'être mis sur pied qui rassemblera les informations collectées par les différentes polices. Elles concernent 5 millions de citoyens allemands et constituent, d'après le pasteur Gollwitzer, « un instrument dont la Gestapo aurait rêvé en 1933 et qui pourrait servir à une éventuelle Gestapo à venir. »

Les RG sont devenus en RFA un « 4^e pouvoir » que Montesquieu n'avait pas prévu : puissant, espionnant tout le monde. Un témoin, le célèbre « journaliste indésirable » Günther Wallraff, a rapporté les paroles de l'ancien président de la RFA, Heineemann, qui se plaignait d'être surveillé sans pouvoir y faire quoi que ce soit. Un spécialiste américain a assuré que la CIA était davantage contrôlée dans ses activités illégales que les RG allemands. Dans l'ordinateur des RG se trouvent presque tous les militants des organisations politiques de la gauche allemande, tous les abonnés à un journal ou une revue de gauche, les manifestants filmés par la police, etc. C'est évidemment la jeunesse qui est touchée au premier chef par cet espionnage omniprésent. Le jury a posé des questions concernant les pouvoirs des polices secrètes dans les prisons : un expert a rapporté que la police fédérale judiciaire avait dans une prison comme Stammheim plus de « compétence » que les gardiens eux-mêmes. Elle y entre et sort comme elle l'entend. Un commencement d'explication aux morts de 1977 ?

La session du Tribunal s'est achevée tard dans la soirée de lundi. Dans son discours de clôture, son président, le professeur Dadjer a annoncé que son jugement serait rendu public aujourd'hui mercredi.

Fritz Meihof

après l'explosion du Betelgeuse qui est responsable ?

QUARANTE-HUIT heures après l'explosion du « Betelgeuse » dans une baie occidentale de l'Irlande, l'heure est au bilan et à la recherche des responsabilités dans cet accident qui a finalement coûté la vie à cinquante personnes, marins français et dockers irlandais. « Je n'ai aucune idée de ce qui a pu provoquer cette catastrophe. Elle était totalement imprévue et incroyable à mes yeux », a déclaré le P-DG de la compagnie à laquelle appartient ce qui n'est plus maintenant qu'une épave noirâtre. Imprévue, certes, mais non incroyable : le pétrolier français est le septième à exploser depuis une dizaine d'années.

Bantry est une toute petite ville. Dans le minuscule port, une épave, quelques barcas... et cinq ou six remorqueurs de très fortes puissances. Au touriste intrigué par la présence de ces bateaux, maquette exposée dans un magasin indique que face au port, se tiennent les cuves d'un des plus grands pétroliers du monde : l'île Whiddy. C'est à quelques mètres de celle-ci que l'épave en feu achevait de disparaître dans les eaux très profondes, hier encore.

Les habitants de la baie, ainsi que ceux de l'île ont déjà protesté contre les risques que fait courir à la nature la présence de ces immenses tankers qui viennent décharger leur cargaisons. Déjà, la côte a été souillée par une vingtaine de cas de pollution.

Mais jusqu'ici les habitants ne croyaient pas trop à un risque physique. La catastrophe du

« Betelgeuse » vient de leur faire changer d'avis : ainsi Jack Lynch, Premier ministre du pays, est arrivé avant-hier soir dans la baie. Un débat au parlement de Dublin est probable.

Quant à l'enquête sur les causes de l'explosion, elle va sans doute être difficile dans la mesure où l'épave a été dévastée par le feu. Trois raisons sont avancées par les experts sur les raisons des deux explosions qui ont projeté les corps des matelots et des dockers « comme des marionnettes » : un mélange détonant peut se former au cours du déchargement. Le moment délicat semble être le moment où les deux tiers du chargement. Les vapeurs de pétrole forment un mélange détonnant. Le simple contact avec l'air extérieur peut suffire pour faire tout exploser.

Or le « Betelgeuse » n'avait plus que le tiers de son pé-

trole à transmettre aux cuves. De plus il n'était pas équipé du nouveau système de sécurité qui refoule des gaz inertes dans les réservoirs, lorsqu'ils sont en vidage.

La deuxième hypothèse retenue par les techniciens serait la présence d'une étincelle, la présence d'un facteur inconnu. De fait il semble que la première hypothèse soit plus vraisemblable. Et le propriétaire du bateau n'a pas répondu aux questions posées par les marins CFDT dont « Rouge » s'est fait l'écho hier : le pétrolier devait être mis en vente et il n'a pas été mis en arrêt technique depuis mai 1977.

Cependant la facture aurait pu être plus grave : la pollution marine serait-elle si peu importante : beaucoup de pétrole a déjà brûlé et les courants et le vent repoussent le fuel. Enfin surtout, les cuves de l'île n'ont pas été atteintes par l'incendie : il y avait un million de tonnes de pétrole.

Le bilan de l'explosion « se réduit » donc à la porte de cinquante marins ou dockers. Jusqu'ici on n'a retrouvé qu'une vingtaine de corps. La plupart des marins étaient d'ailleurs dans leur cabine : seule une équipe surveillait les opérations. Quant aux assurances, il s'agit, un peu de la Lloyds et, beaucoup, de compagnies françaises. Le propriétaire du bateau va recevoir 55 millions de francs : la valeur du tanker...

F. Janvier



3 journées de grève générale au Pérou

des centaines de militants arrêtés

LE gouvernement péruvien a lancé une opération d'envergure pour tenter d'empêcher le déclenchement de la grève générale qui a été décrétée, hier et jusqu'au 11 janvier par près de 20 organisations syndicales et huit partis de gauche. Plus d'une centaine de dirigeants syndicaux et politiques ont ainsi été arrêtés par la police, notamment le leader de l'UDP (Union démocratique populaire), Alfonso Barrentes. De nombreux autres dirigeants syndicaux seraient rentrés dans la clandestinité pour mieux préparer la grève générale apprenant-on dans les milieux du Front ouvrier-paysan-étudiant populaire (FOCEP).

Les quartiers populaires de Lima sont actuellement quadrillés et fouillés par des policiers armés de mitraillettes. Cette grève a été décrétée

depuis plusieurs jours pour protester contre l'accroissement du coût de la vie qui doit être aggravé prochainement par une hausse de 23 % des combustibles. Les organisateurs de la grève réclament une baisse des prix des produits alimentaires, une augmentation générale des salaires, l'annulation des lois jugées anti-ouvrières, la réembauche d'ouvriers licenciés et une aide gouvernementale aux habitants des bidonvilles et des campagnes.

Evoquant le problème de la faim au Pérou, un député UDP, Carlos Malpica, a déclaré que dans les camps de concentration nazis le nombre de calories par personne était de 1000 à 1100.

Au Pérou, ce chiffre est tombé à 1500 avec des effets particulièrement graves pour le développement mental des

enfants a-t-il souligné. Pour sa part, un autre député, Javier Diaz Canseo, a déclaré que la gauche demanderait à l'Assemblée constituante de condamner les dispositions prises par les autorités.

En effet, en déclarant illégale la grève générale le gouvernement militaire a autorisé l'armée à faire usage de ses armes pour maintenir l'ordre. Depuis vendredi, les libertés constitutionnelles sont suspendues. Dès la fin de la semaine dernière déjà, 56 dirigeants syndicaux avaient été arrêtés. Parmi eux, Gustavo Espinoza (ancien secrétaire général de la Confédération générale des travailleurs (CGTP), Gaston Uzatégui, leader de la fédération des employés de banque, et Juan P. Luna, de la fédération des chauffeurs.

Par ailleurs, selon Victor Cuadros, leader des mi-

neurs, le secteur des mines a été placé sous contrôle militaire et de nombreux dirigeants syndicaux ont été incarcérés.

Face à toutes ces mesures scélératees, les organisations visées ont, lundi soir, renouvelé leur appel à la grève générale. On pense que plus d'un million de travailleurs cesseront le travail, soit le quart de la population active.

Trois syndicats, la CTP (Confédération des travailleurs du Pérou, tendance apriste), la CNT (Confédération nationale des travailleurs) et le syndicat officiel CTRP (Centrale des travailleurs de la révolution péruvienne) ont, pour leur part, demandé à leurs adhérents (100 000) de ne pas faire grève, mais il est peu probable, devant l'étendue du mouvement, que ses adhérents se rendent à leur lieu de travail.

L'inquiétude est donc grande dans la capitale à la veille des diverses manifestations qui vont s'y dérouler. Car aux grévistes vont se joindre également les habitants de nombreux bidonvilles, dont ceux de la banlieue de Lima-Callao, qui témoignent toujours d'une grande violence à l'encontre d'une police péruvienne elle-même prompt à tirer. On se souvient encore de la grève de mai 1978 durant laquelle 29 personnes furent tuées et des centaines d'autres blessées.

F. T.

● La revue « l'Éducateur » publié par l'ICEM (pédagogie Freinet) comprend un dossier sur l'éducation corporelle à l'école. On trouve aussi dans ce dernier numéro une étude sur « la place de la femme dans le conte ». (PEMF; BP 28 2. CCP : 1145.30.0 Marseille, prix de l'abonnement : 73 F.)

les profs d'apprentissage en grève

Mercredi 10 janvier la CGT et la CFDT appellent à un rassemblement devant le siège de la direction du centre de formation des apprentis de la région parisienne (CIFAPA). Les personnels enseignants du centre sont en effet en grève depuis le 3 janvier pour protester contre les conditions d'embauche et de travail et contre les sanctions qui frappent 21 d'entre eux.

La direction a demandé la révocation de 13 professeurs statutaires et la mise à pied sans solde pour huit jours de huit enseignants contractuels. Ces personnels avaient refusé d'assurer 40 heures par semaine dans le centre. Les professeurs de CFA, la plupart du temps contractuels ou vacataires, sont en effet censés assurer 24 heures de présence dans les centres et 16 heures de « présence ». Le centre de Pantin où a eu lieu la grève compte 95 vacataires et 37 contractuels sur un total de 150 enseignants pour 4 700 élèves.

Voilà une grève qui tombe bien mal pour le patronat : le CNPF ne prétend-il pas que l'extension de la formation dans le cadre de l'apprentissage se justifie par des méthodes pédagogiques utilisées dans les CFA ? La pédagogie des 40 heures, c'est effectivement quelque chose de nouveau dans le monde enseignant.

• Les résultats des élections professionnelles dans les collèges qui se sont déroulées le mois dernier traduisent une progression du SNI-PEGC qui gagne quatre sièges (55,01 % des voix et 103 sièges) du SGEN-CFDT qui gagne trois sièges (11,51 % des voix et 7 sièges) au détriment du Syndicat national des collèges (autonome) qui perd 8 sièges (33,34 % et 55 sièges). Le SNALC ne fait lui, que 0,15 % des voix.

• L'école de formation lycéenne pour Paris et la région parisienne reprend aujourd'hui mercredi à 17 heures au 10, impasse Guéméné (métro Bastille). Le premier cycle concerne l'histoire du mouvement ouvrier.

• Selon la dernière « note d'information » publiée par les services statistiques du ministère de l'Éducation nationale, le taux de passage des élèves en cinquième et quatrième continue à baisser. Le taux de redoublement augmente. 65,2 % des élèves de 5^e sont passés en quatrième en 1977-1978, contre 69,9 % en 1973-1974. 12,8 % vont faire un CAP en trois ans, 10,3 % vont en CPPN, 7,1 % redoublent, et 2,8 %, c'est-à-dire 20 093 jeunes quittent définitivement l'école.

Ces chiffres montrent comment la fin de la 5^e reste le pallier décisif de « l'orientation ».

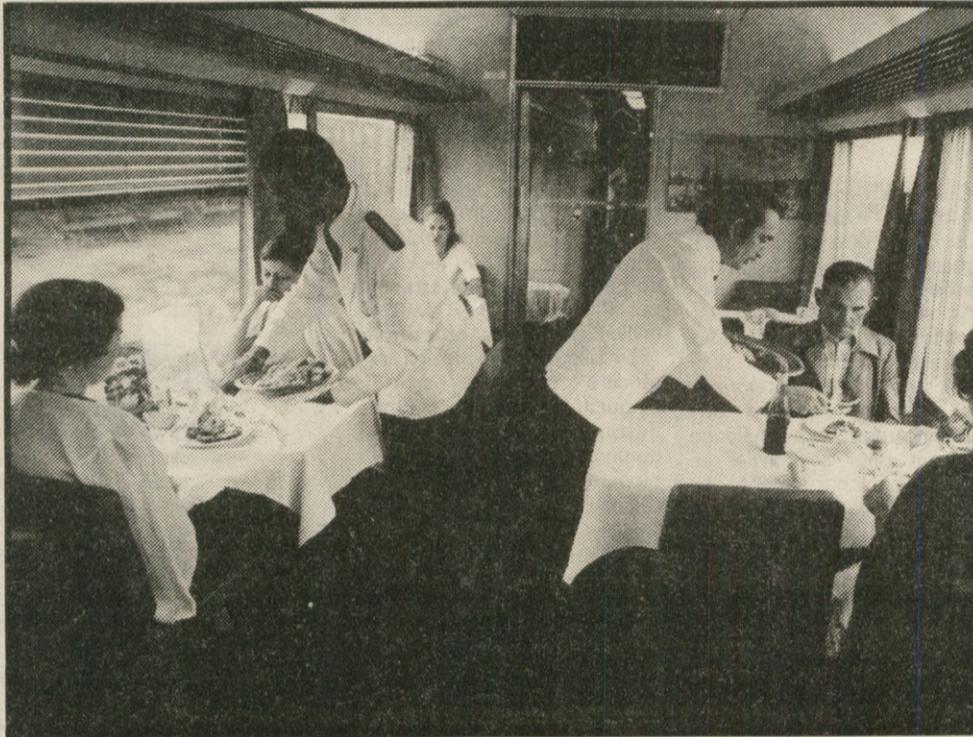
• Bergeron et Ceyrac ont fait ensemble un tour d'horizon et sont tombés d'accord pour proposer l'ouverture de discussions en vue de conventions collectives par branche au niveau européen. Bergeron a par ailleurs affirmé à France-Inter qu'il n'était pas possible d'arriver à la semaine de 35 heures payées 40 ; ce n'était pas un point de désaccord avec Ceyrac.

la grève à Paris-Austerlitz

L A conférence de presse des cheminots de Paris-Austerlitz regroupait beaucoup de grévistes, et peu de journalistes (« Rouge », « Le Matin », « Lutte ouvrière », puis très en retard Europe 1). Le comité de grève qui archive les articles parus dans la presse expliqua combien les grévistes tenaient à ce que les informations sur leur lutte circulent : « La SNCF veut faire croire que la grève est sans efficacité, mais regardez cette note confidentielle de la direction disant qu'en raison d'un mouvement de grève on ne peut plus assurer les réservations sur le réseau Sud-Ouest pour les couchettes en particulier. » Des trains circulent avec des

voitures sans chauffage ou sans éclairage, parfois elles sont fermées et restent au milieu d'une rame. « Les voyageurs ne comprennent pas et la direction va essayer de faire jouer ça contre nous : les déclarations de Le Theule sur le travail admirable des cheminots face au froid peut lui servir à nous dénoncer comme les galeux... »

« Oui, pour empêcher les luttes des cheminots, ils veulent faire ignorer notre mouvement ; ou faire croire qu'il n'est pas efficace ; ou nous traiter en irresponsables. » A ces paroles du représentant du comité de grève de nombreux cheminots voulaient apporter des illustrations.



Le wagon-restaurant du train « Capitoile ». La SNCF a choisi d'investir dans le prestige.

« on a appris qu'on avait une bouche et une tête »

« 2 600 F par mois au bout de 22 ans de boîte, pour travailler en 3 x 8, dimanches et fêtes. » « 7 ans d'ancienneté, après la retenue pour la chambre dans le foyer, il me reste 1978 F. » Et ils montrent leurs feuilles de paye. « On ne refuse pas de faire un travail au-dessus de notre qualification officielle, mais maintenant on veut être payé pour le travail qu'on fait. » Il semble d'ailleurs que la SNCF ait été obligée de reconnaître le bien fondé de cette revendication : il y a quelques jours, devant la menace de grève, la direction a proposé que 17 d'entre eux aient une promotion. Mais ils répondent : « Nous sommes 200 à avoir la même situation de travail au rabais. » La direction a d'ailleurs changé d'attitude après que la grève ait commencé : « On discutera si vous reprenez d'abord le travail. » A quoi les grévistes répondent : « C'est donc bien la SNCF qui est responsable de la gêne pour les usagers. »

En laissant rouler des trains sans entretien depuis plusieurs jours, « il n'est pas sûr que la direction respecte les règles de sécurité, mais son souci est de pouvoir dire il y a

des trains, pourtant... écoutez la rame qui arrive. » Le train passe avec un très fort bruit : les roues n'en sont pas bien rondes. « C'est une rame qu'il aurait fallu trier pour envoyer ce wagon à la réparation. » Les effets du froid et ceux de la grève se mélangent, alors que toute l'organisation du travail sur Paris-Austerlitz de banlieue est en cause. « Les effectifs diminuent alors que le nombre des voyageurs augmente, il y a des centaines de postes non tenus... »

**« On en a assez,
on ne peut pas
attendre un
mouvement
d'ensemble »**

Les grévistes sont enthousiastes de leur expérience, ils le disent nettement. « On a réappris qu'on avait une tête et une bouche », me dit un cheminot visiblement timide. Si on leur demande pourquoi ils se contentent d'un mouvement local, leurs réponses sont des questions aux autres cheminots et en particulier aux directions fédérales : « On sait que la direction veut im-

poser le plan Guillaumat, mais c'est petit à petit qu'on est mis devant le fait accompli, avec les réductions d'effectifs, le remplacement de cheminots par des entreprises de sous-traitance, etc. » « Mais on sait bien que les mêmes problèmes se posent ailleurs. »

L'issue de la grève dépend du maintien de l'unité et donc des débats entre syndicats et assemblée des grévistes : les dirigeants de la CGT se tiennent à l'écart du comité de grève, pourtant ouvert à tous les courants et où se trouvent des adhérents CGT, des non-syndiqués et la CFDT. Quant à la direction SNCF, elle laisse entendre qu'elle veut faire évacuer le vestiaire du poste M où les grévistes se réunissent...

Le souci de la sécurité vient d'être illustré tragiquement : les agents de manœuvre de Paris-Austerlitz ont trouvé sous une machine le bras d'un agent des Aubrais (Orléans), tué pendant qu'il travaillait dans une fosse sous la voie.

En tout cas, les cheminots ont décidé hier, de reconduire leur mouvement de grève.

P.R.

Le CNPF et les grèves des services publics

Le CNPF réfléchit : dans une note émanant de son service juridique, il donne aux patrons, petits et grands, quelques conseils en cas de grève des services publics. Il s'agit « de faire le point sur les voies de droit ouvertes aux usagers pour obtenir réparation des préjudices subis ». Les patrons grogneraient en cas de grève des PTT, SNCF et EDF, et le CNPF leur montrerait comment utiliser leur rogne.

La note de l'organisation patronale fourmille de détails : ainsi pour l'EDF : « le mode d'action le plus sûr est la mise en cause de la responsabilité contractuelle d'EDF devant les tribunaux civils ». La société nationale est en effet soumise à « l'obligation du contrat de fourniture d'énergie électrique ». Mais comme la grève est un « cas de force majeure », le CNPF conseille aux P-DG de « rassembler le maximum d'éléments forçant dans chaque cas EDF à faire la preuve qu'il lui incombe, qu'il

eu effectivement force majeure ».

Pour cela, attendre une grève non générale et annoncée, ensuite envoyer, avant l'action une lettre recommandée pour rendre « la thèse de l'imprévisibilité encore moins plausible ». Et suivent les mesures de procédure à prendre pour poursuivre EDF.

Des mesures semblables peuvent être utilisées contre la SNCF, mais il semble que ce soit plus difficile pour les PTT.

Les services juridiques d'un certain nombre de sociétés vont donc avoir du travail supplémentaire... et surtout l'on risque de voir l'ensemble du patronat se déchaîner et faire une très importante pression sur le gouvernement en lui demandant par les jaunes — voire les bulldozers comme lors d'une grève des électriciens en 1971 à tourner ou casser certaines grèves des services publics. Ou sinon, de passer à la caisse.

PTT deux grèves dans les centres de tri

A Paris-Austerlitz, le centre de tri et les ambulants de la ligne qui dessert toutes les villes de la région Aquitaine et pyrénéenne sont en grève contre des sanctions administratives et pour des effectifs permettant d'améliorer les conditions de travail.

A Limoges, le centre de tri s'est mis en grève contre le licenciement de 20 auxiliaires.

Au même moment, les 9 vacataires des Hauts-de-Seine qui avaient été déplacés

sur des bureaux ont reçu leurs lettres de licenciements.

Le problème des effectifs ne sera pas, en tous cas, réglé en attendant le bon vouloir de la direction. Elle vient encore de le démontrer... justement en créant des emplois : 171 cadres supérieurs des services d'exécution vont être nommés, dont la plupart pour mieux contrôler les centres de tri automatisés, car l'administration se plaint amèrement de « l'instabilité de ce personnel ».

Radio 95 : fête la vous-mêmes

Dimanche prochain 14 janvier, ce sera la fête à Sarcelles, au forum des Cholettes. C'est radio 95 qui invite de 14 h à 24 h. Association locales, comités locaux, partis et groupes politiques y participeront. Des groupes de musique, locaux également, joueront du jazz, du rock et du folk jusque tard dans la soirée.

Il y aura tout ce qu'il y a en général dans les fêtes plus la radio. Qu'est-ce que c'est, qui touche-t-elle et qu'est-ce qu'ils en pensent ?

Enfin, n'oublions pas, comme ils disent, que cette fête servira de support financier au développement technique de la radio. Vous avez compris. Les bons de soutien coûtent 15 F.

• Là, on ne pourra pas invoquer la fatalité, la rigueur inhabituelle du froid ou l'âge : il s'agit d'un homme de 48 ans, M. Claude Schitzelle qui est mort de froid et de faim parce qu'il était chômeur. On l'a découvert à Valenciennes : le député communiste du Nord, M. A. Bocquet vient d'envoyer une lettre de protestation au président. Mourir tout seul dans le désespoir et la misère... ce n'est plus du Brecht. C'est à deux pas de chez vous. Un jour, ils paieront « lorsque les pauvres s'y mettront ».

• La CFDT a appelé lundi à une série d'actions dans les banques. Il y aurait ainsi une grève de vingt-quatre heures le 31 janvier et une grève d'une demi-journée le 8 février. Ce même jour, une commission paritaire a lieu. Pendant la semaine d'action décidée par la fédération des banques, les employés sont invités à poursuivre « la campagne d'auto-réduction journalière d'une demi-heure du temps de travail. Appel est également fait aux autres organisations syndicales pour qu'elles se joignent à l'action... »

les contes
triumphalistes
du
PCF

Le PCF comptait, selon son bureau politique, 702 854 adhérents à la fin 1978. La nouvelle est si lourde de signification que « l'Humanité » d'hier n'hésite pas à en faire un de ses titres de une. Le PCF affirme que 133 312 personnes l'ont rejoint l'année dernière. Il met le cap sur le million d'adhérents, objectif proclamé. Il est donc démontré que le PCF est le bien le « parti du changement ». Les chiffres parlent d'eux-mêmes. Il est vrai que, selon une immuable tradition, le PCF additionne les adhésions nouvelles aux effectifs officiels de l'année antérieure, sans tenir compte des départs...

Interviewé par « l'Humanité », Paul Laurent commente : « Il faut préciser que le rythme des adhésions s'est accru au cours des dernières semaines. Jusqu'aux derniers jours de décembre, on a vu adhérer des chômeurs, des ouvriers de la sidérurgie ; des centaines d'adhésions ont été enregistrées dans plusieurs départements à l'occasion d'arbres de Noël en faveur des familles les plus difficiles ».

Chaque cellule doit organiser une « assemblée populaire pour un puissant PCF » d'ici le 15 février.

● Par 92 votes pour, 15 contre et nul, les employés, journalistes et cadres du magazine « Elle » ont décidé de faire une nouvelle grève de 24 h hier, pour s'opposer aux 21 licenciements annoncés par la direction. D'autre part, le syndicat des journalistes CGT a demandé, lundi, dans un communiqué, une augmentation de 2% des salaires au 1^{er} janvier pour compenser la hausse des cotisations à la Sécurité sociale et une prime de 300 F pour rattraper la baisse du pouvoir d'achat enregistrée au cours de l'année 1978.

● L'occupation du cargo F.A. Waterberg par les ouvriers des chantiers navals de La Ciotat n'aura duré que quelques heures lundi. Action symbolique pour aviser que le plan de charge des chantiers est presque vide. D'Huart, directeur des chantiers, a affirmé aux responsables syndicaux qu'il allait solliciter une entrevue auprès de préfet de région, à laquelle les syndicats participeraient. Lundi soir, aucune demande d'entrevue n'avait été sollicitée auprès de la préfecture... Le « symbolisme » d'actions conjugué à l'inaction au nom du « réalisme » : c'est un curieux mélange qui a déjà fait bien des dégâts dans les rangs des travailleurs, et qui risque, malheureusement, d'en faire bien d'autres encore.

● La « lock-out » des dockers de Marseille a été levé hier matin. Les entreprises de manutention ont accepté d'embaucher du personnel et de travailler, alors que lundi, ils l'avaient refusé. De fait la situation s'est dégradée depuis l'échec des discussions patronat-CGT. D'abord simplement sur le paiement de quatre jours de congé, le différend porte maintenant sur le statut des dockers.

Mauroy à l'Elysée : au nom de la solidarité nationale

PIERRE Mauroy, secrétaire national du PS et président du conseil régional du Nord-Pas-de-Calais, s'est rendu à l'Elysée dans la soirée de lundi, où il a eu un entretien d'une heure avec Giscard. But de la visite : demander au président de mettre en œuvre une série de mesures pour sauver une région particulièrement touchée par le chômage et en voie de désindustrialisation.

Si Mauroy de sembler content au sortir de cette entrevue : Giscard va, paraît-il, charger Barre de concocter, pour le Conseil des ministres du 17 janvier, un plat de résistance qui devrait permettre aux travailleurs du Nord de calmer leur anxiété croissante ; en permettant la création d'emplois nouveaux par l'implantation d'activités industrielles — celles-ci compétitives.

On connaît ce genre de promesses. « Les Echos », dans leur édition d'hier, se font fort d'ailleurs d'empêcher tout germe d'illusion sur cette question : « Les gens du Nord sont

beaucoup trop sensés pour croire à un miracle à la suite d'une entrevue, fût-elle élyséenne. »

Voilà qui devrait modifier quelque peu le contentement de Mauroy, à propos duquel « le Matin » se sent obligé d'avancer quelques précisions : « Sa démarche à l'Elysée revêt un caractère économique et social ; nullement politique. » Entendez par là que le Mauroy qui a franchi, lundi, le seuil de l'Elysée, n'était pas l'un des principaux dirigeants du PS, mais le président du conseil régional du Nord-Pas-de-Calais. C'est là la deuxième illusion qu'on voudrait faire miroiter aux yeux des travailleurs, tout en modulant les chances de succès de cette démarche, mais tout en la justifiant à la fois : « On voit mal quels miracles le chef de l'Etat pouvait promettre à Pierre Mauroy. La visite de ce dernier était pourtant nécessaire : elle démontre les limites du dialogue. » A croire qu'il en aura fallu, et qu'il en faudra encore, du temps pour faire, une bonne fois pour toutes, l'expérience de ces limites.

C'est sans doute aussi pour des motivations uniquement économiques et sociales, et non pas politiques, que Norbert Segard, secrétaire d'Etat aux PTT et député du Nord, souhaite participer avec Pierre Mauroy à la recherche de solutions pour « leur » région. Il est vrai qu'il y a là déjà un point commun dans les préoccupations de Giscard et de Mauroy : faire appel à la solidarité nationale.

Quant au PC, il a vivement critiqué cette entrevue... parce qu'il n'a pu y participer. C'est que l'Elysée devient de plus en plus un haut lieu touristique. Quand Mauroy en est sorti, un autre visiteur — habitué celui-là — lui a succédé dans les bureaux du président, un casseur trapu et râblé, du nom de Raymond Barre. C'est précisément à ce gros bras qu'il sera demandé de faire quelque chose pour le Nord. Avec la maladresse qu'on lui connaît, des milliers de travailleurs ont bien de quoi être inquiets, un peu plus que Pierre Mauroy.

Eric Oswald

les jeunes socialistes vont battre campagne

François Mitterand, entouré d'Edith Cresson et de Jean Marie Le Guen, tenait hier une conférence de presse pour lancer la campagne que doit mener le Parti socialiste et le Mouvement de la jeunesse socialiste en direction des jeunes.

Face au développement de la marginalisation de franges importantes de la jeunesse, à sa « désocialisation », les partis politiques n'ont pas été capables de réponses précises et crédibles. C'est pour rompre avec cette incapacité que le PS et le MJS lancent une campagne sur trois thèmes :

— le droit au travail, qui débouche sur le droit à la formation et à la remise en cause de toute idée de travail à temps partiel ;

— le droit d'être soi-même et s'exprimer, d'abord à l'armée. Sur cette question le MJS prépare un texte d'analyse de fond et a décidé de sortir un « quatre pages » pour

populariser ses positions. Il s'agit pour le MJS dans le cadre de cette campagne de battre aussi du rôle de la famille ;

— le droit de vivre autrement : le MJS entend engager le débat sur les problèmes de la culture, de l'urbanisme mais aussi de se battre pour changer l'organisation du travail, lutter contre le rendement, la hiérarchisation dans l'entreprise.

Sur chacun de ces thèmes une affiche est sortie, celle sur l'armée porte comme slogan : « Partout défendons le droit à l'expression ».

une année de l'enfant pour renforcer la famille

Pour démarrer l'année de l'enfant, on s'est d'abord penché sur les parents, et c'est donc l'Union internationale des organismes familiaux qui patronne la conférence internationale qui se termine aujourd'hui, à Paris à l'Unesco.

Lundi, Simone Veil ouvrait la séance par un long discours

qui n'était qu'une preuve de plus que l'année de l'enfant serait en fait l'année de la famille ; opération natalité oblige. Elle a tout d'abord commencé par un long développement, saucé giscardienne, sur les nouvelles exigences qui apparaissent : « Notre ambition doit donc être d'intégrer pleinement ces exigences dans notre politique et les accepter comme légitimes. »

Comment ? Par la participation des familles dans l'éducation de leurs enfants : « Moins isolés, plus critiques devant les contraintes du système marchand, plus écoutés dans leurs revendications d'une meilleure organisation sociale, les parents trouveraient alors une disponibilité plus grande pour accepter les contraintes de la vie de leurs enfants. » Et voilà, avec quels moyens ? « Les prises en charge financières resteront limitées », avoue-t-elle. Autrement dit, les besoins élémentaires, en termes d'équipements sociaux ne seront pas satisfaits. On se contentera d'un quelconque saupoudrage pour pousser les couples à faire des enfants, mais « le hasard de la vie et une relative inégalité des destins ne pourront être éliminés ».

Voilà donc une année de l'enfant qui tombe bien pour justifier la politique d'austérité du gouvernement.

S. T.

crise à l'UEC Tolbiac touchée par la contestation

L...UIS la rentrée scolaire la direction du PCF tente de relancer l'activité du mouvement de la jeunesse communiste : l'hébo « Avant-garde » ressort, plusieurs campagnes ont été organisées d'abord contre le chômage, puis autour de la condition des jeunes filles. Mais cela n'a semble-t-il pas permis de résoudre la crise permanente des organisations du PCF dans la jeunesse. D'après « le Matin » un nouveau conflit vient d'éclater entre les étudiants communistes et leur direction, à l'université de Tolbiac.

C'est à la mi-décembre que l'assemblée générale des étudiants communistes de Tolbiac élysait une direction critique contre la liste présentée par la direction nationale. Une nouvelle assemblée devait se tenir hier après-midi afin d'élire une autre direction. Mais il ne semble pas que les oppositionnels aient l'intention de se soumettre à un diktat venu d'en haut.

Cette dernière affaire traduit le développement de la contestation dans l'UEC ; à Villetaneuse (où milite Michel Renard, auteur d'une tribune libre dans « le Monde » demandant la réhabilitation de Marty et Tillon, cf. « Rouge » du 29 décembre) plusieurs tracts signés « des militants communistes » ont pris à violemment à partie la direction du PCF. Ainsi, dans un tract intitulé « comment « l'Humanité » désinforme », ils concluaient : « Nous affirmons que ce genre de pratique qu'il faut bien appeler stalinienne est contraire à la politique démocratique du XXII^e Congrès du PCF. Tant qu'elles dureront, l'autogestion, le socialisme démocratique sont impossibles (...). Nous appelons les étudiants à rejoindre l'UEC et le PCF pour

démocratiser ces organisations, pour reconstruire l'Union de la gauche sur des bases claires, pour le changement révolutionnaire en France. »

Dans un autre tract, les oppositionnels de Villetaneuse reproduisaient la lettre de Guy Konopnicki à Georges Marchais sur la question de l'antisémitisme et se fixaient publiquement comme but de « dire la vérité et faire l'étude critique de toute l'histoire du PCF (dominée par le stalinisme), (...) pratiquer une solidarité active et permanente envers tous les persécutés des pays « socialistes », combattre sans relâche le régime bureaucratique des Brejnev et autres Husak ».

Rappelons aussi les prises de position du cercle de l'UEC Sciences-Po de Bordeaux qui publie la revue « Positions » et organisait récemment un débat public avec la section locale de la LCR.

Selon le journal « le Matin », plusieurs cercles (Villetaneuse, Bordeaux, Clermont-Ferrand, Sorbonne-Panthéon) entretiendraient des relations « parallèles » et envisageraient de prendre l'initiative d'une réunion de secteur.

P.A.

communiqué soutien à Jean de Chambrun

Le CDLIM a été saisi du cas de Jean de Chambrun qui vient d'être muté au 5^e RC de Périgueux où il devait purger une peine de 60 jours d'arrêt de rigueur parce qu'il est soupçonné d'avoir fait signer la pétition nationale pour les transports gratuits et le droit aux permissions régulières.

Le comité dénonce cette nouvelle violation des droits fondamentaux d'un citoyen sous l'unique prétexte de son incorporation, dans l'institution militaire, et qui constitue une nouvelle manifestation de la malfaisance de la sécurité militaire.

Dans le cas de Jean de Chambrun, membre du bureau national du Mouvement d'action syndicale (étudiant),

poursuivi en tant que tel, il faut souligner en outre, une fois de plus, l'intolérable collusion entre les renseignements généraux et la sécurité militaire.

L'ensemble des participants à la réunion publique tenue, le 8 janvier à Périgueux, dont les organisations suivantes : la Ligue des droits de l'homme, le CDLIM, le MAS, la CGT, la LCR, la CFDT, la FEN, le SNI, le SGEN-CFDT, la CNT, le Collectif autonome, Amnesty International, Volem vivre au pays, le PSU, ont décidé de se retrouver afin d'envisager les actions nécessaires à la libération de Jean de Chambrun, et d'y associer toutes les organisations et associations qui soutiennent les revendications démocratiques du contingent.

Le bureau de la coordination lycéenne vient de décider de repousser la date de tenue du congrès national lycéen au 17 et 18 février. Le report de cette date doit

permettre d'approfondir le débat sur le syndicat lycéen, les revendications. Nous reviendrons plus longuement sur toutes ces questions.

le bassiste noir américain Charles Mingus est mort



Gravement malade depuis plusieurs mois, à demi-paralysé, le bassiste noir américain Charles Mingus est mort vendredi dernier à 56 ans au Mexique, pays qu'il affectionnait entre tous. Incinéré, ses cendres seront dispersées au pied de l'Himalaya, aux sources du Gange.

Compagnon de Charlie Parker, « the Bird », de Bud Powell, Gillespie et Max Roach, il avait contribué dans le mouvement bop au cours des années 1950 à l'émancipation de la contrebasse de la section rythmique, la faisant chanter à la manière d'un violoncelle.

L'excellent instrumentiste qu'il était devenu fut aussi et surtout, serions-nous tenté de dire, un compositeur d'une très grande finesse, dans la lignée des grands compositeurs-arrangeurs de jazz. Disciple de « Duke » Ellington, auquel il rendit hommage, en particulier dans le disque « Change one, change two », sa technique orchestrale était marquée par de brusques changements de rythme et relances conduites d'une main de maître, aux attaques brillantes, ouvrant une large place aux improvisations de ses musiciens.

L'autre caractéristique de ses compositions, c'était leurs couleurs chaudes, com-

municatives, incisives, brûlantes, violentes parfois, mais toujours maîtrisées. La haine sarcastique de Mingus longtemps renfermée, refoulée, trouvait dans l'orchestration de ses propres compositions un exutoire éblouissant.

Enfin, le compositeur se doublait d'un chef d'orchestre qui en imposait par son souci méticuleux et stupéfiant de la mise en place. Il serait fastidieux d'énumérer tous les brillants solistes qui furent pendant quelques années ses compagnons. Mais l'un d'eux reste, pour nous, l'un des plus grands saxophonistes de l'histoire du jazz : Eric Dolphy. Dernièrement encore, Mingus faisait toujours la preuve de son immense talent en se produisant avec deux guitaristes de la jeune génération, « passés » au rock : Larry Coryell et Philip Catherine. Il nous reste un témoignage de cette rencontre, un disque gorgé de blues : « Three or four shades of blues ».

Et puis Mingus ne fut pas

seulement l'un des plus grands musiciens de la grande musique américaine. Il reste aussi un homme terriblement attachant. Sa haine farouche et intransigeante du racisme (« Fable of Phœbus »), son engagement — il fut l'un des premiers musiciens Noirs américains à revendiquer sa condition de noir américain — sa souffrance d'homme noir et de métis, difforme, obèse, dévoré « par le sexe » et la folie, nourrissent sa vie.

Il trouva dans la musique plus qu'un encouragement à son combat, la plénitude, pour y avoir retrouvé, par-delà les vicissitudes d'une existence mouvementée, un sens à sa vie.

Il nous livra, il y a quelques années, dans un grand livre — « Moins qu'un chien », chez Robert Lafont — une autobiographie magnifique et déchirante, un voyage aux enfers. Moins qu'un chien, un frère. Blues for Charlie!

C. B.

le procès de l'assassin de Lucien Mélyon

un meurtrier fabriqué par le show-business et ses services d'ordre

UNE multitude de flics, une foule de lycéens venus manifester leur soutien à la famille de Lucien Mélyon, des journalistes refoulés et le passage au compte-gouttes dans la petite salle des assises : tel fut le décor de la première audience lundi du procès aux assises de Paris de Marcel Auvré, meurtrier de Lucien Mélyon et de deux co-accusés, Jean-Claude Vayssière et Daniel Mary.

Dans la salle où a pu pénétrer un pu-

blic peu nombreux, des amis et parents antillais ont pris place et on aperçoit souvent des petites pancartes de bois portant la photographie de Lucien Mélyon. Face à eux, la cour s'agite et épluche en détail les circonstances de l'assassinat du lycéen. Dans ce flot de précisions techniques et froidement énoncées. On pourrait croire que Lucien est mort une nouvelle fois. Un accusé, l'air de n'y rien comprendre, est en train de payer pour tous ceux qui ne le sont pas là.

Marcel Auvré est seul dans le box, ses co-accusés ont été libérés dès janvier 1978 et comparaissent libres au procès. Assez petit, trapu et baraqué, les cheveux coiffés à la rocker sage, le teint poupin et le parler loubard, il est là, sans sembler comprendre l'importance et la gravité de ce qu'il vit.

« Travailleur consciencieux », « élève peu doué mais discipliné », « très bon ouvrier », la liste d'éloges de ses employeurs se répète sans que jamais la moindre critique ne s'y glisse. Curieusement aussi, l'enquête de curriculum vitae et de personnalité insiste sur « ne faisait pas de politique ». Sa mère, sa femme, sa sœur, ses nombreux frères tous ouvriers, insistent bien sur ce point : « Marcel ne faisait pas de politique et n'était pas raciste ». Si on a éprouvé le besoin d'insister lourdement sur ce point, c'est qu'on a trouvé chez lui, avant son arrestation, une collection de médailles et d'insignes, de livres et de disques dont la plupart sont des vestiges du III^e Reich. « Mais j'aais de tout, de droite comme de gauche. J'avais même une ccoix juive, alors j'suis pas raciste. Et puis moi, la politique, je m'en fous. »

Quand le chômage le frappe, tous disent de lui qu'il a « changé ». Au club de sport qu'il fréquente assidûment, où il fait de la moto (il adore ça), du judo, de la boxe, et du karaté, on s'est aperçu qu'il « n'est plus le même ». Dans cette période, il est souvent recruté pour les services d'ordre de spectacles. Il s'achète un revolver. « 1 000 F ». Cela met en rage le président qui se met à hurler qu'un chômeur a d'autres choses à acheter qu'un revolver...

A côté de leur avocat, au premier rang, la famille de Lucien, son frère Christian, partie civile, sa mère et son père. De l'autre côté, les avocats des trois accusés. Il règne dans la salle une atmosphère intolérable : l'avocat général Gagnier se fait particulièrement remarquer. Il semble avoir les nerfs à fleur de peau dès qu'il entend la rumeur des lycéens dans le couloir. En plein interrogatoire, alors qu'il vient d'apostropher violemment les défenseurs d'Auvré, il prend à partie rudement le

malheureux expert qui pour une fois s'interdisait d'être trop affirmatif. Puis il se lance dans une diatribe qui ressem-

parano policière

Cordon de flics à l'entrée du palais, cordon de flics à l'entrée du tribunal, barrières métalliques, recordon de flics... Dans les couloirs, des centaines de lycéens déambulent, refoulés de l'entrée de la salle. Ils viennent de manifester à l'ouverture du procès du meurtrier de Lucien Mélyon. Le palais résonne encore de leurs cris. A la presse judiciaire où il faut se faire accréditer comme pour tout procès d'assises, on a reçu des « ordres » : pas de laissez-passer pour les journalistes qui n'ont pas sur eux leur carte professionnelle. De toute façon, même ceux qui en ont une ne pourront pas passer. Frédéric Pottecher, des journalistes de RTL sont coincés depuis près d'une heure à l'entrée : ils finiront par rentrer, protestant haut et fort de cette nouvelle atteinte à la liberté de la presse.

En haut de l'escalier, c'est la bousculade : des amis de la famille Mélyon, des journalistes, des avocats tentent de rentrer. Rien à faire. Les flics, suant et maugréant, forment une barrière compacte. N'ayant pas eu de laissez-passer à la presse judiciaire, sans ma carte professionnelle, je parviens quand même à rentrer.

J'exhibe un vieux laissez-passer — il faut bien tenter sa chance — et ça marche. A bout de souffle, je peux pénétrer dans la salle des petites assises. On a bien sûr décidé de faire ce procès dans cette petite salle pour lui donner le moins de publicité possible. Le président Gaillardot a fait interdire la salle au public. L'avocat de la partie civile, M^e Kaldor, proteste. Grâce à quoi, quelques rares chanceux peuvent entrer. Mais quelle parano pour des lycéens en colère !

ble à un prélude de réquisitoire. Il vient aussi de lancer à M^e Kaldor, qui regrettait la venue des experts avant la fin de l'interrogatoire : « Le cadavre sera dans le même état demain, alors ? » Tout cela à la face des parents de Lucien. Quelle sérénité...

La journée s'embourbe dans les détails. De multiples contradictions apparaissent dans les diverses versions d'Auvré, entre celles d'Auvré et celle de Christian Mélyon, partie civile appelée à témoigner. Auvré continue de déclarer que Lucien Mélyon l'a tapé à coups de barre de fer et que « le coup est parti ». Il ne bronche pas quand le médecin légiste donne tous les détails les plus dramatiques de la blessure mortelle. Il continue à dire : « Lucien était devant moi. Il a fait quelques mètres et s'est écroulé à mes pieds. » Comme par un effet de dédoublement de la personnalité, il parle de sa victime comme si quelqu'un d'autre l'avait tué.

Les neuf jurés, dont deux femmes, griffonnent, bâillent, parlent entre eux. Renfrognés et les sourcils levés en signe d'agacement, ils écoutent les explications vaseuses d'Auvré. L'avocat général doit requérir après les témoins qui ont défilé à la barre hier après-midi. On sait déjà qu'il ne va pas épargner Auvré, qu'il attaque sans attendre. Mais, en même temps, il tient à faire comprendre que les manifestations « qui troublent l'ordre » autour de cette affaire n'ont pas leur place et que cela peut tempérer d'une certaine manière sa volonté de réprimer durement le meurtrier.

Auvré aurait été licencié avant le meurtre pour avoir fait passer des gens gratis et vendu des billets volés... Flou sur l'affaire. Cela arrange bien les organisateurs qui se seraient donc débarrassés de ce supplétif gênant. Auvré n'avait plus son badge de service d'ordre... ce n'est donc pas une « bavure » de SO. Cette version permet d'esquiver ce qui aurait dû être le vrai procès : celui des bandes armées au service des patrons du show-business.

Emission de Radio-95, jeudi 11 janvier à 19 heures avec les parents de Lucien Mélyon à Garges-les-Gonesses.

Emilie Norman

Léo Mallet : du surréalisme au roman noir

LEO Malet a souvent été comparé aux meilleurs auteurs du roman noir américain : Dashiell Hammett et Raymond Chandler.

Anarchiste des années vingt, poète surréaliste des années trente, Léo Malet a créé en 1943 le personnage de Nestor Burma, un « détective de choc » qu'il va promener, à partir des années cinquante, dans tous les arrondissements de Paris.

Itinéraire singulier qui mène de l'anarchisme au surréalisme puis au roman noir ! Léo Malet, qui fêtera bientôt son 70^e anniversaire, ne prétend pas assumer une continuité et proclame à qui veut l'entendre qu'il écrit des romans policiers pour gagner de l'argent, et d'ailleurs qu'il a toujours considéré qu'écrire des romans était incompatible avec le surréalisme.

Il a pourtant mis beaucoup de lui-même dans cette littérature « alimentaire » particulièrement dans la série des « Nouveaux Mystères de Paris » (un mystère par arrondissement) rééditées ces dernières années dans le Livre de poche. Goût des jeux de mots, argot poétique, images érotiques, clin d'œil surréalistes... et puis, à côté de l'individualisme solide de Nestor Burma, ex-anar reconverti dans la « détection privée » pour gagner sa croûte, une tout aussi solide haine du bourgeois qui en fait un flic assez spécial et un personnage tout de suite assez sympathique !

Ce genre de choses a fait des adeptes, pas tant d'ailleurs dans la gent sois-disant éclairée des universités (qui trente ans après ne fait

que s'apercevoir de l'existence de la « série noire »), que dans un large public qui a « redécouvert » Léo Malet ces dernières années, dans la foulée de Mai 68.

Ce mélange de roman populaire et d'anticonformisme qui fait le charme de Léo Malet n'a valu à son auteur ni la renommée qu'il mérite, ni la fortune. Léo Malet vit aujourd'hui dans un HLM de Châtillon, endroit propice à l'inspiration comme chacun sait ! Et ce n'est pas une digression, on est au cœur du sujet !

Nestor Burma, le détective perpétuellement fauché, c'est aussi un double auquel son auteur s'est peu à peu identifié : un double par son caractère, par ses goûts et ses fréquentations, ses opinions, son amour d'un Paris qui disparaît sous la poussée des bulldozers et du béton... Et aussi un double qui trouve par moments que « la vie est dégueulasse ».

La vie est dégueulasse quand (comme dans « Brouillard au pont de Tolbiac ») c'est l'amour fou pour une fille et que la mort vous l'enlève. La vie est dégueulasse quand on n'a pas un rond et qu'on en crève,

ou qu'on crève de chercher à en trouver par des moyens pas trop légaux. La vie est dégueulasse quand le copain anar de sa jeunesse on le retrouve un jour patron... et pourri. Parce que la vie n'a pas changé, que la révolution n'est pas venue et qu'il faut bien vivre, quand même. Comme Nestor Burma, qui incarne tout de même une certaine compromission avec la société qu'il exécère, comme Léo Malet, surréaliste amené à vivre de sa plume, comme chacun de nous.

Le roman noir, littérature du désespoir ? Littérature qu'on lit pour « s'évader », violence, désir, incarnation dans un héros qui ne s'en laisse pas compter, mais qui est sans illusions, fantastique de la jungle urbaine... Les romans de Léo Malet entrent

dans cette définition, mais sans le côté complètement bloqué des romans américains. Le prolétariat existe, mais il n'est pas révolutionnaire.

Les plus caractéristiques des romans de Léo Malet, qui donnent peut-être la « clef » de son œuvre postérieure au surréalisme, ont été écrits en 1947-1948. Ils ont été réédités par Eric Losfeld sous le titre général de « Trilogie noire ». Plus directs, plus violents que les Nestor Burma, ils portent des titres explicites : « La vie est dégueulasse », « Sueur aux tripes », « Le soleil n'est pas pour nous ». Romans sang et nuit où, dans un monde sans espoir, des révoltés dans la tradition de Bonnot préparent leur suicide.

Sur le bureau de Léo Malet repose une pipe à tête de taureau : la pipe de Nestor Burma. Les surréalistes, et tant d'autres « révolutionnaires sans révolution » se sont trouvés récupérés, aseptisés, aigris ou suicidés, dans un monde qui n'avait pas changé, parce qu'il y a eu cinquante ans de stalinisme, cinquante ans de trahison du mouvement ouvrier. Sous la forme du roman populaire et du roman noir, l'œuvre de Léo Malet nous parle de cette France sans révolution dans années trente, quarante et cinquante. Alors, laissez tomber SAS, Mickey Spillane et Astérix, gardez au chaud la série noire pour un moment, et mettez-vous à Léo Malet !

P. L.

petite bibliographie de Léo Mallet

Léo Malet a écrit 36 romans sous son nom et d'autres sous des pseudonymes : Jean de Selneuves, Frank Harding, etc. Tout n'est pas bon, et de plus, tout n'est pas disponible. A lire en priorité : « Brouillard au pont de Tolbiac » réédité par le Livre de poche en 1970, et malheureusement épuisé. Après en avoir vendu 80 000 exemplaires, ces requins ont trouvé que le débit n'était plus suffisant et ne l'ont pas retiré. Actuellement, une édition existe à la librairie de la Butte aux Cailles. Sinon, il faut fouiner chez les bouquinistes, comme pour tous les titres non réédités !

Sont parus dans le Livre de poche, tous les « Nouveaux Mystères de Paris » :

- « Le soleil naît derrière le Louvre » ;
- « Des kilomètres de lin-céuls » (épuisé) ;
- « Fièvre au Marais » (paru chez Laffont en 1955 sous le titre : « l'Ours et la Culotte ») ;
- « la Nuit de Saint-Germain-des-Prés » (paru en 1955 sous le titre « Le sapin pousse dans les caves » et qui a inspiré un film de Bob Swaim en 1977) ;

- « les Rats de Montsouris » (épuisé) ;
- « M'as-tu vu en cadavre ? » ;
- « Corrida aux Champs-Élysées » ;
- « Pas de bavards à la muette » ;
- « les Eaux troubles de Javel » (épuisé) ;
- « Boulevard ossements » (épuisé) ;
- « Casse-pipe à la nation » (épuisé) ;
- « Mic-mac moche au boul' Mich » ;
- « Du rebecca rue des Rosiers » ;
- « l'Envahissant Cadavre de la plaine Monceau » (épuisé).

Sept romans sont parus aux éditions Fleuve noir de 1967 à 1972, il est question d'une réédition.

Enfin, on peut encore trouver :

- « Trilogie noire » paru chez Losfeld en 1970 ;
- « 120, rue de la Gare », le premier Nestor Burma, que Léo Malet aurait d'ailleurs voulu appeler « le Retour de Nestor Burma » (Presses-Pocket, 1977) ;
- « Enigme aux Folies-Bergère » et « l'Homme au sang bleu », réédités en 1978 par Marabout.

Deux autres bouquins sont intéressants :

- « Poèmes surréalistes » de Léo Malet (1930-1945) paru chez Alfred Eibel en 1975 ;
- « Cahiers du silence », spécial Léo Malet (Kesseling, 1974).

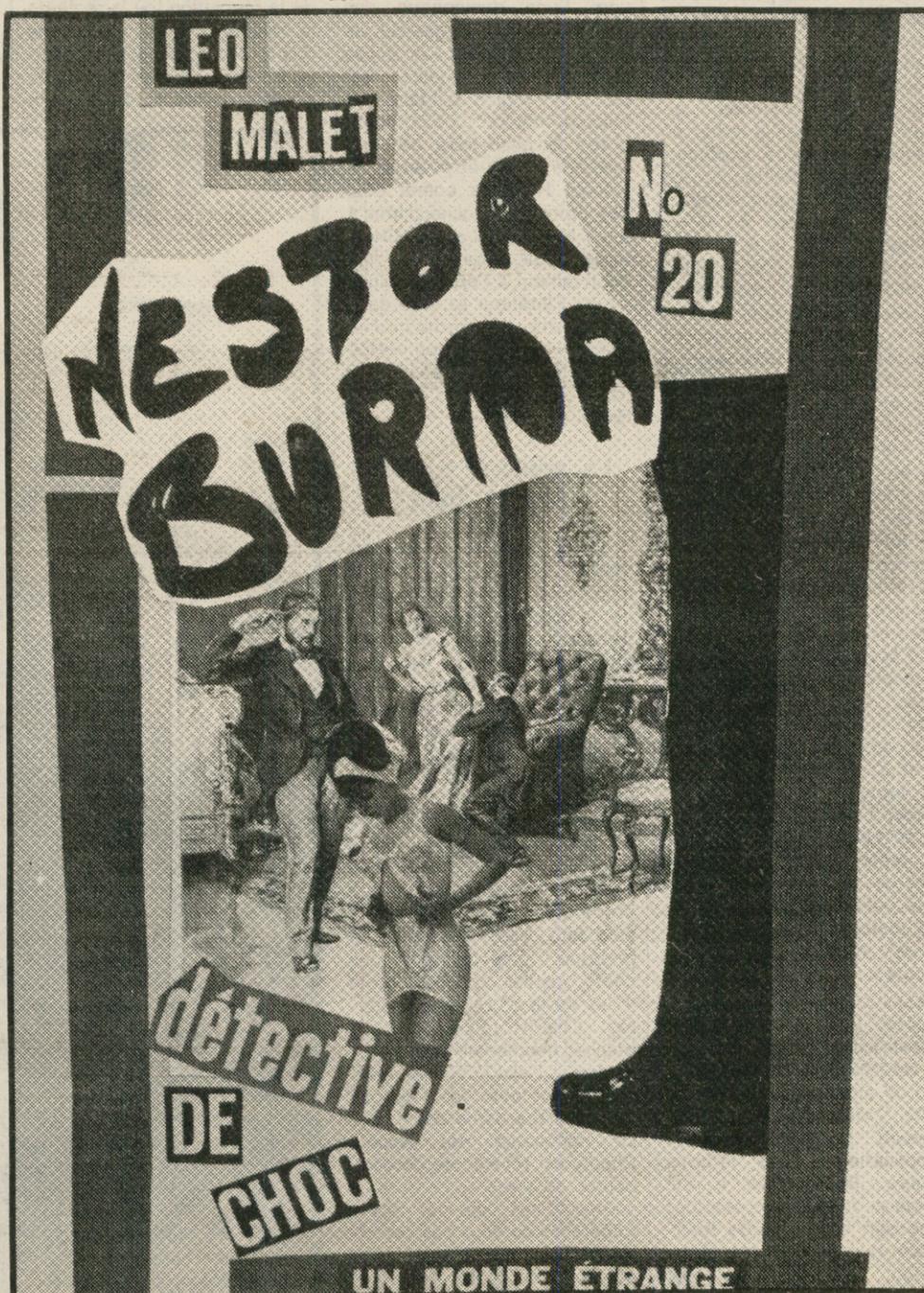
une main d'honnête homme

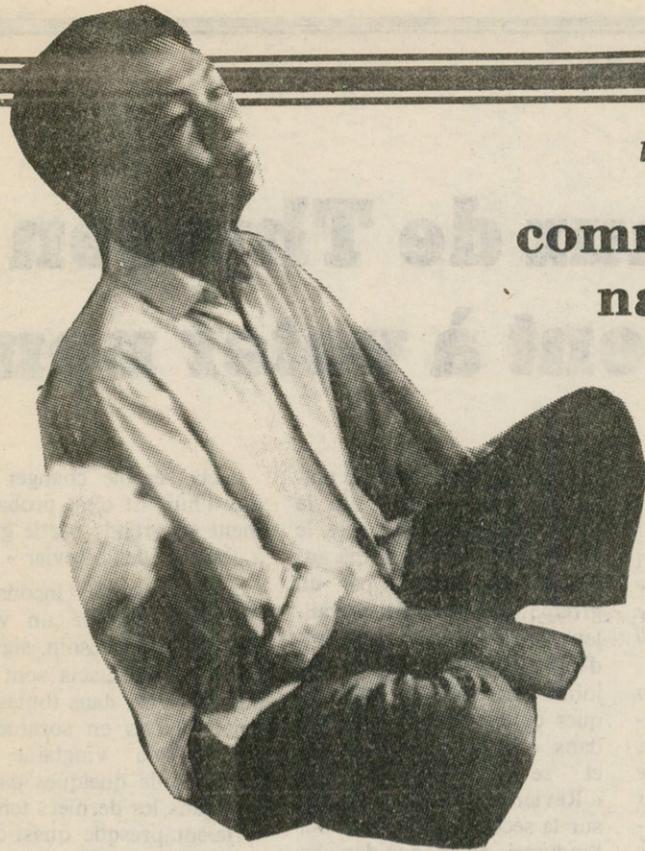
extraits

« Bonne nuit, messieurs. »

Viénot nous tend la main. On la lui serre. C'est une main ferme et chaleureuse. Une main d'honnête homme. Comme il y en a tant. Des gens qui vous regardent de travers parce que vous faites des dettes, ne votez pas, refusez de porter un jugement sur le comportement de la fille de la concierge et ne vous découvrez pas au passage des convois funèbres. Eux ne sont pas des anarchistes de cet acabit. Ils se contentent de frauder le fisc, la douane, de voler sur le poids des denrées et faucher le fruit des veilles d'un inventeur suicidé. Des citoyens honorables, respectés et considérés. Le monde en est plein. Il en déborde. C'est pourquoi, parfois, il ne sent pas bon. »

(Extrait de « L'Envahissant Cadavre de la plaine Monceau ».)





note de lecture
**communisme et
 nationalisme
 vietnamien**

Dans ce nouveau livre de notre camarade Pierre Rousset, le lecteur retrouvera un certain nombre de données factuelles et des analyses déjà largement présentes dans son précédent ouvrage, « le Parti communiste vietnamien » (2^e édition, considérablement enrichie, parue dans la petite collection Maspero en 1975). La matière initiale est cependant refondue et réorganisée autour de la question clé des rapports du mouvement communiste vietnamien (dans ses diverses composantes, aussi bien celle liée à l'IC stalinienne, que celle liée au trotskysme) avec la question nationale (sous ces divers aspects : rapports aux courants nationalistes, place du patriotisme et de la revendication d'indépendance, liens avec les minorités nationales, rapports avec le Laos et le Cambodge dans un sous-ensemble indo-chinois marqué par une commune colonisation française).

Toutes questions, comme on le voit, qui restent parfaitement actuelles, tant en ce qui concerne le devenir des peuples d'Indochine que ce livre peut aider à appréhender, que, plus généralement, les problèmes tactiques rencontrés dans toutes les luttes anti-impérialistes des pays coloniaux et semi-coloniaux où le succès dépend notamment d'une juste articulation des objectifs démocratiques nationaux et des objectifs proprement prolétariens. L'histoire du PC vietnamien, comme celle des trotskystes vietnamiens, même limitée — comme dans le livre de Rousset à l'entre-deux-guerres — est riche de leçons dans ce domaine.

On y voit les difficultés d'élaborer une orientation qui évite aussi bien le sectarisme propagandiste (qui, en voulant émanciper les masses du passéisme conservateur, évacue la question nationale, et s'interdit la mobilisation possible des masses sur ce terrain ou ne

fait rien pour en disputer la direction à la petite bourgeoisie ou aux réactionnaires) que l'opportunisme liquidateur (où, sous prétexte de prendre en compte la dimension nationale on relègue au second plan la lutte de classes et on maintient des illusions sur des forces sociales qui, par nature, sont incapables de rompre le cordon ombilical qui les lie à l'impérialisme et à la grande propriété foncière). Quelle difficulté, pour des organisations sans passé (comme en Chine, communisme et mouvement ouvrier naissent de concert) de constituer leur identité révolutionnaire en rompant pour cela avec tout un contexte historique, culturel, moral qui est celui d'une société qu'ils veulent changer de fond en comble et la nécessité, non moins impérative, pour se lier aux masses, de parler leur langage et de vivre leur vie, c'est-à-dire de se réapproprier ces racines qu'on vient justement de couper !

L'autre grand apport du livre est la continuation du travail entrepris dans le précédent pour éclairer la difficile genèse d'un PC qui, né dans l'orbite de l'IC stalinisée, a partiellement su échapper au sort de la plupart des sections de celle-ci : leur transformation en organisations contre-révolutionnaires au service des intérêts diplomatiques du Kremlin.

La thèse de Rousset est que c'est justement au cours des années qu'il étudie dans son livre, dans les rapports complexes qui se nouent avec Moscou, le PCF et le PC chinois, à la lumière des expériences heureuses ou malheureuses faites, que commence à se dessiner le visage d'un communisme national spécifique qui, en rasant avec la ligne, en s'appuyant sur les « spécificités locales », prend ses distances (mais trouve aussi paradoxalement par là ses limites ; un parti qui, malgré

une certaine compréhension de la révolution mondiale, reste vietnamo-centré).

A la lumière de cette étude, on souhaiterait maintenant que d'autres ouvrages viennent compléter celui de Rousset, expliquant la genèse de PC qui, comme le PC vietnamien, ont su jusqu'à un certain point se construire comme direction révolutionnaire. Notre camarade Denise Avenas l'a entrepris pour le PC chinois dans son « Maoïsme et Communisme » (Galilée). Il nous manque quelque chose de semblable pour le PC yougoslave. Ce n'est pas un rapprochement de pure forme. Dans les trois cas, des circonstances exceptionnelles ont joué. Ont joué certainement aussi des facteurs, souvent négligés dans les explications un peu objectivistes qui ont pu être donnés de ces révolutions, liés à l'histoire propre de ces partis. La bolchévisation-stalinisation des PC ne s'est pas opérée partout de la même manière, ni aux mêmes rythmes. Elle s'est parfois opérée avec retard (Amérique latine par exemple) et dans un contexte politique qui la rendait plus difficile, ou parfois d'une manière peu linéaire, non sans crise profonde, sans lutte de fractions intense. Elle fut quelquefois incomplète, inachevée. Nul doute que notre débat sur le stalinisme gagnerait à de telles études historiques concrètes et minutieuses. De même qu'une étude de l'histoire des organisations trotskystes chinoises et de leurs liens (?) avec les trotskystes vietnamiens, compte tenu en particulier des débats sur la question nationale qu'ils ont eus au moment de la guerre sino-japonaise, apporterait des éléments supplémentaires enrichissant notre compréhension générale.

J.-M. Freyssat

● P. Rousset, « Communisme et Nationalisme vietnamien », éd. Galilée.



● **Le dernier coup de Pivot**

« Le Fleuve alphée » de Roger Caillois, est considéré par « Lire » comme le livre de l'année. La rédaction de « Lire », dirigée par Bernard Pivot a en effet fait connaître son « palmarès » de ce qu'elle juge « être les meilleurs livres de l'année ». L'originalité de ce choix réside en ce que tous les livres, français ou étrangers, quel que soit leur genre, pouvaient être désignés. Outre l'ouvrage de Caillois, qui vient de disparaître, ont été distingués « le Facteur humain » de Graham Greene, et « la Vie mode d'emploi » de Georges Perec (prix Médicis). Pour les accessits on relève Saul Bellow, Louis Guilloux, Patricia Highsmith, Le Clezio, Henri Vincenot, André Lacaze... Mais aussi le dessinateur Reiser, les recherches d'Evelyne Sullerot sur « le Fait féminin », Georges Duby pour son « Atlas historique » et René Girard pour son ouvrage d'essence philosophique intitulé « Des choses cachées depuis la fondation du monde ».

● **Dernière chance**

Du 10 janvier au 10 février, Charles Font-Farran jouera au café-théâtre la Sou'p'ap (3 rue Ste Croix de la Bretonnerie) une adap-

tation du « Cabaret de la dernière chance » de Jack London à 21 h.

● **La Velle de retour**

Parti en vacances pour mieux vous mitonner des spectacles époustoufflants, La Chapelle des Lombards ouvre ses portes ce soir avec à 20 h 30, du jazz afrocubain, Skuas, composé des frères Villaroel et de M. Pizarro. Et à 22 h 30, la dame qui provoque tous les émois de Delfeil de Ton dans le « Nouvel Observateur » de cette semaine, La Velle, qui jusqu'à présent chantait dans un des Hilton de Paris devant des mecs qui s'en contrefoutaient. C'est une extraordinaire chanteuse, à mettre à côté de Bessie Smith ou de Sarah Vaughan.

La Chapelle des Lombards, 62 rue des Lombards, Paris 1^{er}, M^o Châtelet.

● **Spécial enfants**

C'est un spectacle dont ma copine Léa vous a déjà dit du bien : les Compagnons de la Marionnette donneront une représentation des « Garagouz », mercredi 10 janvier à 14h30 à la maison pour tous de Saint-Quentin-en-Yvelines à Elancourt.

● **Chanteur**

Les 10/11/12/13 et 16 janvier à 22 h, le dimanche 14 à 18 h, Jack Le Puil poussera quelques-unes de ses complaintes au Troglodyte, 74 rue Mouffetard, M^o Monge.

● **Théâtre de la ville**

Ce mercredi à 20 h 30 commence au Théâtre de la Ville (M^o Châtelet) « les Trois Sœurs » de Anton Tchekhov, pièce mise en scène par Lucien Pintilie à 20h30 (prix des places : 20 et 36 F). A 18 h 30, vous pouvez entendre les chants d'Espagne et d'Amérique latine de Soledad Bravo (prix des places : 16 F).

● **Pleins feux sur Grenoble**

Le Festival de la Nature et de l'Écologie continue à Grenoble avec une lecture publique du « 400^e Chat », livre de Fernand Gigon sur Minamata, à 18 h, à la maison de la culture de Grenoble. Au même endroit, mais 20h45, dans le cadre d'« Une ville, un jazz », le Quartet Bernard Lubat et Yvan Dautin donnera une de ses folles représentations



11.30 Télévision scolaire. 12.15 Réponse à tout. 12.30 Midi première. 13.00 Journal. 13.35 Les visiteurs du mercredi. 17.55 Sur deux roues. 18.10 A la bonne heure. 18.25 Un, rue Sésame. 18.55 Les oiseaux de Meiji Jingu. 19.10 Une minute pour les femmes. 19.20 Actualités régionales. 19.45 C'est arrivé un jour. 20.00 Journal. 20.35 L'inspecteur mène l'enquête. 22.05 Barbara, Aylgine et David : Copenhague, Rome, Paris, d'une école à l'autre. 23.05 Journal.



12.00 Quoi de neuf. 12.15 Poigne de fer et séduction (série américaine). 12.45 Journal. 13.35 Télévision régionale. 13.50 Le pèlerinage (feuilleton). 14.00 Aujourd'hui madame. 15.00 Les robinsons suisses (série américaine). 16.10 Récré A2. 18.35 C'est la vie. 18.55 Des chiffres et des lettres. 19.20 Actualités régionales. 19.45 Top club. 20.00 Journal. 20.30 Muppet show.

● **21.30 Mi-fugue, mi-raison : éducation surveillée**

« Centre de rééducation », c'est le nom pudique que l'on donne maintenant aux antiques maisons de redressement. Nous irons ce soir en visiter une. Elle s'éleva sur l'île de Tatihou, au large du petit port de Saint-Vast-La-Hougue. Quand on la découvre dans la brume, impossible de ne pas songer au bagne d'Alcatraz ou au château d'If. Le progrès fait son chemin, les idées « pédagogiques » avancent... et l'île de Tatihou et ce qu'elle symbolise — la relégation des enfants — ne sombrent toujours pas.

Comme subsiste, épine dans le pied de cette société, cette foule de jeunes (ils sont 120 000, dont plus de la moitié n'a commis aucun délit mais a été rejeté de la structure familiale) auxquels on n'a rien d'autre à proposer que le silence.

● **22.25 Les jours de notre vie : les surdités**
 Emission musicale de Pierre Desgraupes. Comment naît-on ou devient-on sourd en France en 1979 ?

23.15 Journal.



18.00 Travail manuel. 18.30 Pour la jeunesse. 18.55 Tribune libre au Mouvement démocrate socialiste de France. 19.10 Soir 3. 19.20 Actualités régionales. 19.40 Télévision régionale. 19.55 Dessin animé : il était une fois l'homme. 20.00 Les jeux de vingt heures.

● **20.35 Fou comme François**
 Une dramatique de Gérard Chouhan. Drame d'un cadre au chômage.



22.10 Soir 3.

des délégués syndicaux de Thyssen et Mannesman appellent à voter non

Une seule question aujourd'hui dans la Ruhr : « Pourquoi ? ». Alors que le vote sur le compromis catastrophique élaboré entre le patronat et la direction de l'IG Metall se poursuit jusqu'à cet après-midi dans toutes les usines de la sidérurgie, des milliers de travailleurs ne comprennent pas : « Qui l'a perdue cette grève ? Nous, à la base, nous l'avons gagnée. Pourquoi nos dirigeants ont-ils signé ? Unverständlich — incompréhensible ! » C'est la réflexion désabusée qui revenait le plus souvent dans les piquets de grève de Duisburg, dans la matinée d'hier.

Elle figure, noir sur blanc, dans une résolution adoptée par les délégués syndicaux de l'usine Thyssen-Hamborn, une concentration de 16 000 ouvriers, au nord de Duisburg : « Il nous est d'autant plus incompréhensible d'arrêter la grève que c'est à partir de maintenant que celle-ci commence à payer et peut faire céder le patronat. Nous sommes prêts à continuer ». En conséquence, tout

comme les délégués de Mannesmann-Huckingen, 7000 ouvriers, mais là ce n'est pas une surprise, car l'usine est réputée de gauche, ceux de Thyssen ont appelé à voter non au compromis proposé. D'autres exemples de refus existent-ils à travers la Ruhr ? Difficile de le savoir, car la direction de l'IG Metall fait très mal circuler l'information.

Cette carence — volontaire sans aucun doute — était sensible dès le début de la grève. Un journal, « Revier » Bassin d'acier, réalisé par un collectif d'une quinzaine de travailleurs, a tenté de la combler, jouant très vite un rôle irremplaçable. Notre envoyé spécial à Duisburg les a rencontrés pour faire l'histoire de ce qui restera comme l'un des acquis du mouvement des sidérurgistes, puisque ce petit journal de quelques pages est vite devenu la voix de l'opposition syndicale dans toute la Ruhr, et même jusqu'à Brême où quelques usines participaient à la grève.

• Duisburg, de notre envoyé spécial

ture hiérarchique dans le collectif. Nous avons lancé le premier numéro, mensuel, le 1^{er} septembre, après une année de préparation par un groupe composé de travailleurs de l'acier, de métallos, d'employés auxquels se sont joints un professeur et quelques étudiants qui se situent dans « la nouvelle gauche » et se consacrent, outre « Revier », à des enquêtes sur la sécurité du travail, sur l'industrie allemande dans les pays du tiers monde. Nous étions dans différents groupes socialistes. Moi-même, je suis — encore — membre du SPD. Nous voulons être très réalistes et entretenir de bonnes relations tant avec le DKP (1), par exemple, qu'avec le GIM (2). Nous avons également de bons rapports avec les Jusos (3) et même avec les groupes K (4)... dans la mesure du possible vu leur sectarisme et leurs dénonciations répétées du « social-impérialisme ».

« Nous, insiste Jäger, ce n'est pas tellement le collectif de travail. Ce qui fait avant tout notre force, ce sont les très bons contacts que nous avons assez rapidement suscités dans les différentes usines : sidérurgie, métallurgie, banques, commerce, administration municipales et aussi chez les instituteurs. Ils sont plus d'une trentaine aujourd'hui. Et ce sont eux qui nous ont permis, dès le début de la grève, d'ajouter à notre mensuel et aux numéros spéciaux, un service de presse quasi-quotidien qui a immédiatement rencontré beaucoup de succès. »

C'est qu'il était frappant de constater, dans cette grève, le peu de contacts entretenus par des usines pourtant distantes d'à peine une dizaine de kilomètres les unes des autres. Les directions locales de l'IG Metall vers lesquelles convergeaient les informations ont généralement tout fait pour éviter de les retransmettre. Le 15 décembre, après trois semaines de grève, l'usine de Mannesmann Huckingen avait décidé d'envoyer des délégués dans d'autres usines. Herbert Knapp, responsable des délégués de l'usine, interrogé sur les raisons de ce retard, répondait un peu désemparé : « Nous pensons que la direction du syndicat assureraient ces contacts élémentaires. Rien n'a été fait ».

Cela semble changer aujourd'hui. Et c'est probablement en grande partie grâce à l'action de « Revier ».

« Nous avons incontestablement comblé un vide, répondu à un besoin, signale Jäger. Les contacts sont venus très vite, dans toutes les boîtes. Nous en sommes à plus d'une vingtaine de numéros de quelques pages, qui, dans les derniers temps, sortaient presque quasi-quotidiennement. Ils ont été utilisés pas les grévistes les plus combattifs, mais aussi par pas mal de dirigeants syndicaux, même si les directions syndicales ne nous apprécient guère ».

J'étais, lundi soir, dans une loge de portier, occupé par des lock-outés, à l'entrée de Thyssen-Huckingen, une petite usine qui n'a pas une réputation très à gauche. Contrôle de mes papiers par des responsables syndicaux qui expliquent : « Nous en avons assez des gauchistes qui se font passer pour des journalistes ». Mais, dans la loge, derrière eux, une douzaine d'exemplaires de « Revier » s'étaient, dont on devait m'assurer, un peu plus tard, qu'ils étaient passés dans de nombreuses mains.

« Nous essayons surtout de compenser les faiblesses, les lacunes, voulues ou non, dans l'échange des informations, affirme Jäger. Nous ne voulons pas attaquer les dirigeants syndicaux comme des « traîtres » ou des « vendus ». Souvent ils ne le sont pas ». « Pour nous, ajoute Jäger, c'est une perpétuelle Eiertanz — une danse sur des œufs. Nous soutenons tout travail syndical progressiste, tout groupe qui défend une politique de classe... ce qui n'est évidemment pas le cas du SPD. De la même façon, nous ne critiquons pas systématiquement la DDR. Mais nous nous intéressons évidemment au combat de Bahro et Bierman. »

Tel est « Revier ». La grève de la sidérurgie est venue couronner, en Allemagne, les grèves des dockers, puis des ouvriers du livre et enfin, des métallos du Bade Württemberg. Toutes ces grèves ont vu naître des structures parallèles pour combattre le poids étouffant de la bureaucratie syndicale. « Revier » en est, avec ses confusions, mais aussi ses promesses, l'un des exemples.

Tom Jordan

pour quelques degrés de moins

« Y a plus de saison ! » Expression commune pour se plaindre tout à la fois de la vie qui change trop vite, ne laissant plus le temps de vivre, des valeurs qui se décomposent et, plus prosaïquement, du manque de soleil, en été. Car bien sûr, la saison c'est l'été des vacances. Le reste du temps, on se fout plus ou moins du temps justement, il ne nous appartient pas, on travaille.

Il suffit d'un hiver qui en est vraiment un, il suffit que manquent quelques degrés pour que tout se dérègle et qu'apparaisse le fond chaotique d'une société superficiellement organisée.

Pour quelques degrés de moins, la machine devient folle. Que la nature prétendument domestiquée retrouve son cycle naturel et c'est le drame. Comme à chaque fois qu'un imprévu arrive, encore que s'agissant du froid en hiver, il soit abusif de parler d'imprévu, les pouvoirs publics sont pris de court. Ils ont une excuse : ça fait douze ans qu'on s'était déshabitué de marcher à petits pas sur des trottoirs verglacés ou de dégager à la pelle des chemins enneigés, du moins dans la région parisienne.

Le temps demain ? Le radoucissement général prévu pour la fin de la semaine commence de faire ses effets, transformant les routes en patinoire. Au lieu de neiger, il pleut et ça verglace. Le centre de la France reste pris dans le froid. Ça m'étonnerait que cette évolution climatique ne provoque pas à son tour quelques nouveaux problèmes imprévus, quoique attendus, au gouvernement.

Celsius Fahrenheit



Revier: une voie nouvelle dans la grève

Cinq heures du matin au bas du numéro 15 de la Siegstrasse à Duisburg, une grande maison de plusieurs étages. Comme presque tous les matins, de petits groupes viennent prendre livraison de paquets. Quelques instants plus tard, Revier, puisqu'il s'agit de ce journal, est en route à 2 000 exemplaires vers les différentes usines en

grève de la Ruhr. Contrairement aux feuilles ou aux journaux des groupes politiques, il ne sera pas distribué aux portes, mais sera remis à des délégués ou des travailleurs de confiance qui se chargeront de sa ventilation et de recueillir des abonnements ou des contributions financières. A l'intérieur de ces quelques pages,

le point sur la situation, des informations multiples sur le suivi de la grève dans les différentes entreprises, des déclarations de travailleurs ou de délégués, etc.

« Revier, en fait est né bien avant la grève », explique Siegfried Jäger, responsable en titre, mais qui insiste sur l'absence de struc-

Faurisson s'enfuit devant des étudiants juifs

Le prof de faculté sinistrement célèbre pour ses travaux visant à démontrer que les chambres à gaz nazies sont une invention de la propagande juive, j'ai nommé Faurisson, maître de conférence à l'université de Lyon 2, a renoncé à donner ses cours cette semaine en raison de la présence lundi de militants de l'Union des étudiants juifs de France, accompagnés de représentants de la LICRA et des Amitiés judéo-chrétiennes, dans la salle où il sévit habituellement. Il a eu peur de devoir compter ses abattis, nullement prêt à éprouver que sont intolérables ses affirmations complices de l'holocauste nazi.